

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2759

7 octobre 2015

SOMMAIRE

Ahlers International S.A.	132429	Omnifone S.à r.l.	132388
B & B, Assurancen an Immobilien S. à r.l. ...	132390	Packaging Technology Participation S.A.	132388
Citigroup Global Markets Luxembourg S.à r.l.	132430	PanTerra Group S.A.	132391
ColLaguna (Lux) S.à r.l.	132430	Paratech Holdings Limited S.A.	132432
ColLux CA S.à r.l.	132430	Pavix S.à r.l.	132387
ColRecklinghausen S.à.r.l.	132431	Pemberton Asset Management S.A.	132388
Convergent Energies Consulting S.A.	132431	Perseus Holdings S.A.	132388
Cosmo S.A.	132431	PGMI S.A.	132386
Falconer Holdings, S. A.	132392	PGMI S.A.	132387
Federspiel Federspiel S.à r.l.	132392	Philanthrope S.A.	132391
FP-EMV S.à r.l.	132393	Pioneer Fund Solutions	132387
Fragrance Resources Investments S.à r.l.	132391	Pribinvest S.A.	132394
FTH Corporate Finance & Co	132393	SAFE 22 S.à r.l.	132390
Garage Intini S.A.	132393	Semper Veritas Holding S.à r.l.	132394
Griffin Residential S.à r.l.	132392	SP Merchandising Topco S.C.A.	132386
Major Investment S.A.	132390	Sports Brands Corporation S.à r.l.	132386
Mars Propco 15 S.à r.l.	132390	Stardust International S.A.	132394
Mediagenf S.à r.l.	132389	Synthèses Appliquées S.à r.l.	132386
Melville Sàrl	132389	Telecom Italia Finance	132395
Mutua (Luxembourg) S.A.	132432	Tiarenno Trade S.A.	132394
Nemera Development	132389	Tournelle Property S.A.	132393
Octide Holding	132391	UBS VA N°1 Fund Management Company S.à.r.l.	132394

SP Merchandising Topco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 198.802.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 août 2015.

Référence de publication: 2015142466/10.

(150155333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Sports Brands Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 36.180,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 141.186.

EXTRAIT

La nouvelle adresse de Monsieur Bruce VANDENBERG, Gérant de classe A de la Société est la suivante:
Braeside House, Crimp Hill, Englefield Green, Egham, Surrey TW20 0YB, (Royaume-Uni).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2015.

Le Mandataire

Référence de publication: 2015142467/14.

(150154638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Synthèses Appliquées S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 54.316.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Mamer, le 20/08/2015.

Référence de publication: 2015142484/10.

(150155141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

PGMI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9809 Hosingen, 11A, Op der Hei.
R.C.S. Luxembourg B 105.674.

Extrait des résolutions

Il résulte d'une décision de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société en date du 27 décembre 2013;

1. L'Assemblée décide de nommer en tant qu'administrateur:

- Mademoiselle Clémence Noé, étudiante, le 15 octobre 1991 à Liège demeurant B-4430 Ans, Rue de L'Yser, 229.

- Madame Brigitte Sauvage, employée, le 04 avril 1958 à Liège demeurant à B-4430 Ans, Rue de L'Yser, 229.

2. L'Assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur et d'administrateur-délégué de Monsieur José Noé.

3. L'Assemblée décide de nommer en tant que commissaire aux comptes la société FISCOGES Sàrl, ayant son siège social au 4, rue de Kleinbettingen, L - 8362 Grass, enregistrée au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B174051.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR EXTRAIT CONFORME

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

Référence de publication: 2015142396/20.

(150154926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Pavix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 150.309.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 20 juillet 2015

Il est décidé d'accepter les démissions de Madame Sandrine GOIRIS et de Monsieur Vincent GODIN de leur mandat de gérant.

Il est décidé de nommer comme nouveaux gérants, avec effet au 31 juillet 2015, pour une durée indéterminée:

- Madame Chantal VALET, née le 8 juillet 1963 à Longlier (Belgique), employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg;

- Monsieur Umberto CERASI, né le 20 avril 1963 à Caserte (Italie), employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Il est décidé de transférer le siège social du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2015.

Référence de publication: 2015142391/20.

(150154525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

PGMI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9809 Hosingen, 11A, Op der Hei.

R.C.S. Luxembourg B 105.674.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration de la société PGMI SA en date du 03 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de nommer comme dépositaire la société FISCOGES Sàrl, ayant son siège social au 4, rue de Kleinbettingen, L - 8362 Grass, enregistrée au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B174051.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

Référence de publication: 2015142397/14.

(150155129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Pioneer Fund Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 191.464.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 6 juillet 2015

En date du 6 juillet 2015, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société a pris la résolution de renouveler les mandats des personnes suivantes avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2016:

- Monsieur Enrico TURCHI, administrateur
- Monsieur David GLASSEY, administrateur
- Monsieur Marco ATZENI, administrateur
- Deloitte Audit, réviseur d'entreprises agréé

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2015.

Pioneer Fund Solutions

Signature

Référence de publication: 2015142376/20.

(150154785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Packaging Technology Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 88.945.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

Nico Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur – délégué / Administrateur–délégué

Référence de publication: 2015142385/13.

(150155034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Perseus Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 157.465.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires tenue en date du 19 août 2015 a approuvé la résolution suivante:

- La démission de Monsieur Joachim Grendel, en tant qu'Administrateur A de la société, est acceptée avec effet au 31 juillet 2015.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 19 août 2015.

Référence de publication: 2015142374/13.

(150154479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Pemberton Asset Management S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 196.697.

Lors du conseil d'administration tenu en date du 6 mai 2015, les administrateurs ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination d'Alan Picone, avec adresse professionnelle au 65, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg, au mandat de délégué à la gestion journalière, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Nomination de Jean de Courrèges d'Ustou, avec adresse professionnelle au 6B, route de Trèves, European Banking and Business Centre, L-2633 Senningerberg, au mandat d'administrateur délégué, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

3. Nomination de Christopher Bernard Higgins, avec adresse professionnelle au 42, Grosvenors Gardens, SW1W 0EB, Londres, Royaume-Uni, au mandat d'administrateur délégué, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Référence de publication: 2015142373/18.

(150154587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Omnifone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 155.735.

Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OMNIFONE S.A.R.L.

Référence de publication: 2015142346/10.

(150155073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Melville Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: CHF 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 190.883.

Le siège social de Lorito Holdings S.à r.l., associé unique de la Société a été transféré à l'adresse suivante:

- 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2015.

Melville S à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015142288/14.

(150155151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Mediagenf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CHF 23.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 102.934.

Extrait des Résolutions de l'Associé unique de Mediagenf S.à r.l. prises le 28 Juillet 2015

L'unique Associé de Mediagenf S.à r.l (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Rachel Hafedh, née le 22 Mars 1976 à Hayange (France), avec adresse professionnelle au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 31 Juillet 2015

- de nommer Robert McCorduck, née le 09 Janvier 1972 à Galway (Irlande) avec adresse professionnelle au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 31 Juillet 2015

Le Conseil de gérance se compose comme suit:

Property and Finance Corporation S.à r.l.

Robert McCorduck

Katarzyna Ciesielska

Luxembourg, le 14 Août 2015.

Référence de publication: 2015142287/19.

(150155261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Nemera Development, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 183.334.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue à Luxembourg le 28 avril 2015

Conformément aux résolutions prises lors de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires, il a été décidé:

- De renouveler le mandat des 4 administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle appelant à statuer sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

1. Monsieur Marc Hamel, en sa qualité d'administrateur A, demeurant 1, rue Godefroy F-69006 Lyon;

2. Monsieur Graham Hislop, en sa qualité d'administrateur A, demeurant 2, More London Riverside GB-SE1 2AP Londres;

3. Madame Delphine Bircker, en sa qualité d'administrateur B, demeurant 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg;

4. Monsieur Christoph N. Kossmann, en sa qualité d'administrateur B, demeurant 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg;

- De renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes Ernst & Young demeurant 7, rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach jusqu'à l'assemblée générale annuelle appelant à statuer sur les comptes annuels au 31 décembre 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2015.

Référence de publication: 2015142328/21.

(150154925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Mars Propco 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 122.307.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé unique du 14 Août 2015 que:

- Monsieur Cameron MACDOUGALL a démissionné de son mandat de gérant
- Madame Bohee Yoon, ayant pour adresse professionnelle 1345 Avenue of the Americas, New York 10105, USA, est nommée gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 14 Août 2015.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015142280/15.

(150155402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Major Investment S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-8715 Everlange, 33, rue Hiel.

R.C.S. Luxembourg B 109.928.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 18 août 2015

- L'assemblée Générale décide la révocation du commissaire aux comptes:

KOBU S.A.R.L, ayant son siège social au 6-12 rue du fort Wallis L-2714 Luxembourg

- L'assemblée Générale décide de nommer Madame Fatna Harazi, né le 28 novembre 1982 à Thionville, demeurant professionnellement au 4, rue de Hesperange L-1731 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes, son mandat prendra fin lors de l'assemblée Générale qui se tiendra le 15 juin 2021.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Référence de publication: 2015142302/15.

(150154542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

B & B, Assurancen an Immobilien S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4735 Pétange, 21, rue J.B. Gillardin.

R.C.S. Luxembourg B 51.822.

—
Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 18 août 2015.

Référence de publication: 2015141904/10.

(150155411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

SAFE 22 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 168.513.

—
Dépôt rectificatif du dépôt N° L140108421 du 30 juin 2014

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015142420/13.

(150155238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Octide Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1119 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 52.846.

Les comptes annuels au 15 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015142355/9.

(15015441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

PanTerra Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 184.180.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015142366/9.

(150154653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Philanthrope S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 125.709.

Extrait du procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique prises de manière extraordinaire au siège social le 29 juillet 2015 à 15h00

Résolution unique:

L'Actionnaire unique accepte la démission de la fonction de Commissaire aux comptes de Monsieur Bernard ANCION, expert-comptable, demeurant professionnellement au 19, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, avec effet au 22 juillet 2015.

L'Actionnaire unique nomme en remplacement du Commissaire aux comptes démissionnaire, avec effet au 22 juillet 2015, la société Benoy Kartheiser Management S.à.R.L., ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 33.849.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PHILANTHROPE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015142399/19.

(150154749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Fragrance Resources Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.000.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 81.420.

Par résolutions signées en date du 17 juillet 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Non renouvellement du mandat de réviseur d'entreprises agréé d'AUDIT CENTRAL S.à r.l., avec siège social au 200a, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange;

2. Nomination de H.R.T. Révision S.A., avec siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, au mandat de réviseur d'entreprises agréé, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels et consolidés de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Référence de publication: 2015142106/17.

(150154588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Falconer Holdings, S. A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 138.126.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique

Suite aux résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 10 août 2015, il a été décidé;

1. Révoquer, avec effet au 10 août 2015, le mandat de la société AUDIEX S.A., une société anonyme ayant son siège social au 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65.469, en tant que commissaire aux comptes de la Société;

2. nommer, avec effet 10 août 2015, la société HATHOR Group Services Ltd, une société constituée et régie selon les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social Palm Grove House, P.O. Box 438, Road Town, Tortola, lies Vierges Britanniques et enregistrée au Registre du Commerce des Iles vierges Britannique sous le numéro 1520049, en tant que commissaire aux comptes de la Société pour une période venant à expiration à l'issue des résolutions de l'actionnaire unique de la Société afin d'approuver les comptes annuels pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015142108/18.

(150155332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Federspiel Federspiel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7258 Helmsange, 5, rue des Pommiers.
R.C.S. Luxembourg B 154.753.

—
Assemblée générale extraordinaire

En date du 29 août 2011,

Monsieur Nicolas Federspiel, créancier, demeurant à L-7258 Helmsange, 5 rue des Pommiers

Monsieur Fernand Federspiel, salarié, demeurant à L-3273 Bettembourg, 25, rue Louis Pasteur

Madame Eliane Federspiel, salariée, demeurant à L-2311 Luxembourg, 63, avenue Pasteur

représentant l'intégralité du capital social de la société Federspiel Federspiel s.à r.l. se sont réunis en l'assemblée générale pour prendre les décisions suivantes:

1) Monsieur Fernand Federspiel cède la totalité de ses 125 (cent vingt cinq) parts sociales à Monsieur Nico Federspiel, qui accepte ladite cession au prix de 1,00 (un) euro, payable à la signature de la présente.

2) Madame Eliane Federspiel cède la totalité de ses 125 (cent vingt cinq) parts sociales à Monsieur Nico Federspiel, qui accepte ladite cession au prix de 1,00 (un) euro, payable à la signature de la présente.

Fait à Luxembourg, en double exemplaire en date du 29 août 2011.

Nico Federspiel / Fernand Federspiel /
Eliane Federspiel.

Référence de publication: 2015142110/20.

(150154510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Griffin Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 119.840.

—
Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société du 14 août 2015

Le 14 Août 2015, l'actionnaire unique de Griffin Residential S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mr. David Dion en qualité de Gérant B de la Société avec effet au 6 Juillet 2015;

- De nommer Mr. Julien Ansay, ayant son adresse professionnelle à 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en qualité de Gérant B de la Société avec effet au 6 Juillet 2015 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 19 Août 2015.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015142128/16.

(150155022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

FP-EMV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.423.742,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.637.

Extrait des Résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 août 2015

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 2015 que:

- Monsieur Frédéric Gardeur a démissionné de son mandat de gérant de classe B en date du 30 juillet 2015.
- Madame Claire Sabbatucci, née le 24 juin 1984 à Thionville (France), résidant professionnellement au 412 F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée gérant de classe B avec effet au 30 juillet 2015, pour un mandat à durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2015.

Référence de publication: 2015142120/15.

(150155099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

FTH Corporate Finance & Co, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 189.716.

EXTRAIT

VILRET-AVOCATS S.à r.l., représentée par Maître Karine Vilret, gérant, agissant en qualité de domiciliataire de la société FTH CORPORATE FINANCE & CO, société à responsabilité limitée immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B189716, ayant son siège social 28, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, déclare par la présente dénoncer le siège social de ladite société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2015.

Référence de publication: 2015142121/13.

(150154456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Garage Intini S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 8B, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 62.077.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 20 août 2015 que:

- Monsieur Giovanni INTINI, né le 12/01/1939 à Noci (Italie), demeurant à L-8080 Bertrange, 8b, route de Longwy, est nommé Président du conseil d'administration et administrateur-délégué pour toute la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

La gestion journalière de la société est donc dorénavant déléguée à Messieurs Lino INTINI et Giovanni INTINI.

Pour extrait conforme.

Bertrange, le 20 août 2015.

Référence de publication: 2015142129/15.

(150155316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Tournelle Property S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.199.

Les comptes annuels au 30.11.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

TOURNELLE PROPERTY S.A.

Référence de publication: 2015142500/11.

(150154944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Tiarena Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 176.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Tiarena Trade S.A.
Un mandataire*

Référence de publication: 2015142492/11.

(150154782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Semper Veritas Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.518.327,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 179.314.

Le bilan rectificatif (rectificatif du bilan 2014, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, référence L150152737) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2015142428/13.

(150154989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Stardust International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 50, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 180.522.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015142435/9.

(150154689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Pribinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 107.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015142403/9.

(150154786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

UBS VA N°1 Fund Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 104.723.

Rectificatif du dépôt L150119818

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour UBS VA N° Fund Management Company S.à r.l.
UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2015142520/12.

(150155157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Telecom Italia Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 76.448.

Telecom Italia International N.V.
as the Absorbed Company
and
Telecom Italia Finance
as the Absorbing Company

JOINT MERGER PLAN

This joint merger plan is made by and between (the "Merger Plan"):

1. Telecom Italia International N.V., a public company with limited liability (naamloze vennootschap) incorporated under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands, and its office at Strawinskylaan 1627, 1077 XX Amsterdam, the Netherlands, and registered with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce under number 33254142 (the "Absorbed Company");

2. Telecom Italia Finance, a limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 76448 (the "Absorbing Company" and together with the Absorbed Company, the "Merging Companies");

Formalities

The parties declare:

A. Telecom Italia S.p.A. a limited liability company (Società per azioni) incorporated under the laws of Italy, having its registered office at Via Gaetano Negri 1, 20123 Milan, Italy, registered with the Italian Trade and Companies Register under number 00488410010 (the "Shareholder"), is the holder of all issued and outstanding shares in the capital of the Merging Companies;

B. the Merging Companies have not been dissolved, nor have they been declared bankrupt or have they filed a petition for suspension of payments;

C. no right of usufruct nor right of pledge has been established on any shares in the capital of the Merging Companies;

D. the Merging Companies do not have a supervisory board.

The Merging Companies declare that this Joint Merger Proposal has been drawn-up by the management bodies of the Merging Companies.

The Merger Plan is worded in English followed by a French version and a Dutch version followed by the Appendices (Annex 1A, Annex 1B, Annex 2 and Annex 3). Annex 1A and Annex 1B shall constitute an integral part of the current Merger Plan.

1. Legal form, company name and registered office of the Merging Companies (Section 2:312, subsection 2, letter a, of Dutch Law and Article 261 (2) a) of Luxembourg Law).

1.1 Telecom Italia International N.V.

1.1.1 Telecom Italia International N.V. is a public company with limited liability (naamloze vennootschap) incorporated under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands, and its office at Strawinskylaan 1627, 1077 XX Amsterdam, the Netherlands and registered with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce under number 33254142.

1.1.2 The Absorbed Company has a share capital of two billion three hundred ninety-nine million four hundred eighty-three thousand euro (EUR 2,399,483,000.00) divided into forty seven million nine hundred eighty-nine thousand six hundred sixty (47,989,660) shares, with a nominal value of fifty euro (EUR 50) each. The share capital of the Absorbed Company is fully paid up.

1.2 Telecom Italia Finance

1.2.1 Telecom Italia Finance is a limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 76448.

1.2.2 The Absorbing Company has a share capital of five hundred forty-two million ninety thousand two hundred forty-one euro (EUR 542,090,241) divided into fifty-five million four hundred twenty-eight thousand four hundred fifty (55,428,450) shares with a par value of nine euro and seventy-eight cent (EUR 9.78) per share. The share capital of the Absorbing Company is fully paid up.

1.2.3 The Absorbing Company will neither change its legal form, nor its company name, nor its registered office because of the Merger, as defined hereunder. The articles of association of the Absorbing Company will be amended In order to reflect the share capital increase as recorded under point 7 here below.

2. Merger.

2.1 The Absorbed Company is a public company with limited liability pursuant to Dutch law and entitled to merge within the meaning of Section 2:308, subsection 3, in connection with Sections 2:309, 2:310 and 2:333c of the Dutch Civil Code ("Dutch Law").

2.2 The Absorbing Company is a limited liability company (société anonyme) pursuant to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and is entitled to merge within the meaning of Section XIV, notably the Articles 261 to 276, of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Luxembourg Law").

2.3 The Merging Companies intend, on the basis of the following provisions, to effect a cross-border merger whereby the Absorbed Company will merge into the Absorbing Company as a result of which (i) the Absorbed Company will cease to exist, and (ii) the Absorbing Company will absorb all assets and liabilities (vermogen) of the Absorbed Company under universal succession of title, in accordance with the provisions of the Directive on Cross-Border Mergers of Limited Liability Companies (2005/56/EC), Section 2:309 in connection with Section 2:333c of Dutch Law and Section XIV (Merger) of Luxembourg Law (the "Merger").

3. Transfer of the assets and liabilities.

3.1 All assets and liabilities (vermogen) of the Absorbed Company, as a whole, with all rights and obligations, will be transferred by absorption by the Absorbing Company by way of universal succession of title under a cross-border merger, pursuant to Section 2:309 in connection with Section 2:333c of Dutch Law and Section XIV (Merger) of Luxembourg Law.

3.2 The Absorbed Company will cease to exist per the moment the Merger becomes effective and the shares of the Absorbed Company will be cancelled upon effectiveness of the Merger. The Absorbing Company will not cancel any shares in its share capital.

4. Reference dates of the financial statements of the Merging Companies used to stipulate the conditions of the Merger (Section 2:333d, letter e, of Dutch Law and Article 261 (4) e) of Luxembourg Law).

4.1 Annual Accounts of the Absorbing Company as at 31 December 2014 as well as interim financial statements as at 30 June 2015 of the Absorbing Company will be used as the basis for the Merger.

4.2 Annual Accounts of the Absorbed Company as at 31 December 2014 as well as interim financial statements as at 30 June 2015 of the Absorbed Company will be used as the basis for the Merger.

5. Valuation of the assets and liabilities transferred to the Absorbing Company (Section 2:333d, letter d, of Dutch Law and Article 261 (4) d) of Luxembourg Law).

5.1 The assets and liabilities of the Absorbed Company and their valuation can be gathered from the annual accounts of the Absorbed Company as at 31 December 2014 and the balance sheet of the Absorbed Company as at 30 June 2015.

5.2 The assets and liabilities of the Absorbing Company and their valuation can be gathered from the annual accounts of the Absorbing Company as at 31 December 2014 and the balance sheet of the Absorbing Company as at 30 June 2015.

5.3 It is proposed to merge the Absorbed Company and the Absorbing Company on the basis of their respective balance sheets as of 30 June 2015 with the addition of the following adjustments in the balance sheet of the Absorbed Company: (i) Cancellation of the Deferred Tax Asset worth EUR 2,9 million, considering that the tax credit won't be recoverable after the Merger; and (ii) impairment for an amount of EUR 11,6 million of the carrying value of the participation in Tierra Argentea S.A., subsequent to an assessment performed before year end for the purposes of the Merger.

5.4 It is proposed to evaluate assets and liabilities of the two Merging Companies at their book value as reported in their balance sheet as at 30 June 2015, as adjusted, and calculate the exchange ratio on those values. Considering that both the Absorbed Company and the Absorbing Company have the same shareholder and that the Merger itself shall not have any economic or financial impact on the Shareholder assets, the book value of the Merging Companies as at 30 June 2015, as adjusted is an appropriate valuation methodology.

5.5 For Luxembourg tax purposes, the assets to be transferred will be recorded by the Absorbing Company at the values recorded in the balance sheet of the Absorbed Company as at 30 June 2015, and will accordingly be recorded at those values at the level of the Absorbing company in accordance with Article 170ter para 1 of the Luxembourg Corporate Income Tax Law.

6. Share exchange ratio and amount of possible additional cash payments (Article 261 (2) b) of Luxembourg Law).

Under the Merger, the Absorbing Company will issue new shares to the Shareholder in exchange for the assets and liabilities of the Absorbed Company.

The exchange ratio of the Merger has been established by the board of directors of the Merging Companies on the basis of the respective value of the Merging Companies, at 3,34 new shares of the Absorbing Company against 1 share of the Absorbed Company (the "Exchange Ratio").

No cash payments will be made to the Shareholder.

According to the provisions of section 2:333 of Dutch Law the provisions of section 2:326 up to and including 328 of Dutch Law do not apply, and therefore from a Dutch perspective no share exchange ratio is required, as the Absorbing Company and the Absorbed Company have the same sole Shareholder.

Therefore also section 2:333d letter f of Dutch Law is not applicable.

7. Issuance of new shares by the Absorbing Company (Article 261 (2) c) of Luxembourg Law). Based on the Exchange Ratio, the Absorbing Company will issue, on the Effective Date, one hundred sixty million two hundred eighty-five thousand four hundred sixty-four (160,285,464) new shares, having a nominal value of nine euro and seventy-eight cent (EUR 9.78) each (the "New Shares"), together with a share premium of an aggregate amount of three billion seven hundred sixty-eight million two hundred twenty-one thousand eighty-five euro and sixty one cent (EUR 3,768.221,085.61), in exchange for the assets and liabilities of the Absorbed Company.

The New Shares will be issued and allotted immediately upon the Effective Date according to the Exchange Ratio.

As a result of the issuance of the New Shares, the share capital of the Absorbing Company should amount to two billion one hundred nine million six hundred eighty-two thousand seventy-eight euro and ninety-two cents (EUR 2,109,682,078.92) divided into two hundred fifteen million seven hundred thirteen thousand nine hundred fourteen (215,713,914) shares having a nominal value of nine euro and seventy-eight cent (EUR 9.78) each, as from the Effective Date.

The issuance of the New Shares will be documented by the general meeting of shareholders of the Absorbing Company approving a share capital increase on the Effective Date.

8. Date as from which the New Shares will grant their holders the right to a share in the profits as well as any special conditions affecting that right (Article 261 (2) d) of Luxembourg Law). As of the Effective Date, the New Shares will have the same rights and privileges and shall rank *pari passu* as the then already issued and outstanding shares of the Absorbing Company, as ascribed to them in the Articles of association of the Absorbing Company.

The New Shares will all have standard dividend rights as from the Effective Date.

9. Report of a réviseur d'entreprises agréé on the contribution in kind (Article 266 (5) of Luxembourg Law). The value of the assets and liabilities to be contributed by the Absorbed Company to the Absorbing Company has been established by the board of directors of both the Absorbing Company and the Absorbed Company.

Such valuation has been submitted for examination to Ernst & Young S.A. appointed in accordance with Article 266 (3) and Article 26-1 of the Luxembourg Law and a report, in which the contributed assets and liabilities as well as the methods of valuation used are described and which concludes whether the values indicated correspond at least to the nominal value of the New Shares plus the share premium in relation to such New Shares to be issued in consideration thereof, will be made available by Ernst & Young to the sole shareholder of each of the Merging Companies.

The shareholders of the Merging Companies have, pursuant to Section 2:328 subsection 6 of Dutch Law, agreed that the requirements as described in Section 2:328 subsection 1, first sentence, and subsection 2, of Dutch Law with regard to the auditor statement and the auditor report, will not be applicable.

10. Merger Effective Accounting Date (Section 2:312, subsection 2, letter f, of Dutch Law and Article 261 (2) e) of Luxembourg Law).

10.1 For accounting purposes, the transfer of the assets and liabilities under universal succession of title of the Absorbed Company to the Absorbing Company will become effective as of 1 January 2015 (the "Merger Effective Accounting Date"), and therefore, the financial data of the Absorbed Company will be accounted for in the annual accounts of the Absorbing Company as from the Merger Effective Accounting Date.

10.2 As from the Merger Effective Accounting Date, all acts and transactions of the Absorbed Company will be deemed to be carried out for the account of the Absorbing Company.

10.3 The legal provisions regarding the effectiveness of the Merger and the transfer of assets and liabilities (vermogen) of the Absorbed Company to the Absorbing Company under civil law will not be affected hereby.

11. Rights granted by the Absorbing Company to shareholders with special rights and to holders of securities other than shares, or measures envisaged for such persons (Section 2:312, subsection 2 letter c, of Dutch Law and Article 261 (2) f) of Luxembourg Law).

11.1 Neither the Absorbed Company nor the Absorbing Company have any shareholders with special rights.

11.2 There are no (legal) persons who, other than those in the capacity of shareholder, have any special rights, such as a right to receive dividend, profits or shares, *vis-à-vis* the Absorbed Company, so that no rights or remuneration need to be granted or allowed. No other special rights are granted and no measures within the meaning of Article 261 (2) f) of Luxembourg Law are taken.

12. Proposal for the amount of compensation for a share (Section 2:333h of Dutch Law). The Shareholder is the sole shareholder of the Absorbed Company. Since there are no minority shareholders in the Absorbed company, no indemnification arrangements as referred to in section 2:333h Dutch Law have been made.

13. Special benefits granted to the experts examining this Merger Plan or to the members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies (Section 2:312, subsection 2, letter d, of Dutch Law and Article 261 (2) g) of Luxembourg Law). No special benefits are granted or intended to be granted to any members of

the administrative, management, supervisory or controlling bodies, or to any auditors of the Merging Companies or any Merger auditors nor any third party involved in the Merger.

The mandate of the directors and auditors of the Absorbed Company will come to an end on the Effective Date.

14. Proposed measures in connection with the conversion of the shareholding of the Absorbed Company (section 2:312, subsection 2, letter g, of Dutch Law). In connection with transmission of the shareholding of the Absorbed Company, no other measures shall be taken as all shares in the capital of the Absorbed Company will be cancelled upon the Merger becoming effective.

15. Intentions involving continuance or termination of activities (Section 2:312, subsection 2, letter h, of Dutch Law). The activities and business operations of the Absorbed Company will be continued by the Absorbing Company in the same manner.

16. Intentions with regard to the composition of the management board of the Absorbing Company after the Merger (Section 2:312, subsection 2, letter e, of Dutch Law). There is no intention to change the composition of the management board of the Absorbing Company after the Merger.

The present composition is as follows:

- Andrea Balzarini, director.
- Adriano Trapletti, director;
- Antonio Sica, director;
- Roberto Moro, director; and
- Jacques Loesch, director;

17. Articles of association of the Absorbing Company (Section 2:312, subsection 2, letter b, of Dutch Law and Article 261 (4) a) of Luxembourg Law). The current articles of association of the Absorbing Company and the articles of association of the Absorbing Company effective at the Effective Date are attached to this Merger Plan within the meaning of Section 2:312, subsection 2, letter b, of Dutch Law and Article 261 (4) a) of Luxembourg Law (Annex 1A and Annex 1B).

18. Anticipated effects of the Merger on employment (Section 2:333d letter b of Dutch Law and Article 261 (4) b) of Luxembourg Law). At the Effective Date, the employees of the Absorbed Company shall automatically transfer to the Absorbing Company and shall become employees of the Absorbing Company. The directors of the Merging Companies declare that the transfer will affect the terms and conditions of employment of the transferred employees in their place of work. They believe that there shall be no further material changes to the terms and conditions of employment of the transferred employees as a consequence of the Merger.

19. Information about the procedure to be followed for arranging the details of employee involvement in the stipulation of their rights of co-determination in the Absorbing Company (Section 2:333d letter b in connection with Section 2:333k of Dutch Law and Article 261 (4) c) of Luxembourg Law). No employee participation rights or systems, as referred to in Article 261 (4)c) of the Luxembourg Regulations, have applied to the Absorbed Company within six months prior to the filings of this Merger Plan with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, as referred to in paragraphs 24.1 of this Merger Plan.

20. Consequences of the Merger for the size of the goodwill and the distributable reserves of the Absorbing Company (Section 2:312, subsection 4, of Dutch Law). The Merger has no effect on the size of the goodwill and the distributable reserves of the Absorbing Company other than the share premium.

21. Real estate. Neither the Absorbed Company nor the Absorbing Company hold any real estate.

22. Consultation of Documents - Waiver.

22.1 The documents as referred to in Section 2:314, subsection 1, of Dutch Law will be made publicly available at the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce.

22.2 The documents referred to in Section 2:314, subsection 2, of Dutch Law, (except the explanatory memorandum as referred to in Section 2:3131, subsection 1, of Dutch Law) will be available at the addresses of the Merging Companies as from the date the Merger documentation is filed with the Dutch Trade Register until the moment the Merger becomes effective. In addition, these documents must continue to be made available for inspection at the Absorbing Company's registered office during the six month's after the date the Merger became effective.

22.3 The Shareholder is entitled to inspect the documents specified in Article 267, paragraph 1 (a), (b), (c) and (e) of the Luxembourg Law at the respective registered office of the Merging Companies at least one month as from the publication of this Merger Plan in the Luxembourg Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The documents referred to under this paragraph are this Merger Plan, the annual accounts, as well as the management reports on such accounts of the Merging Companies for the past three financial years, the accounting statements of the Merging Companies as at 30 June 2015 and the report of the réviseur d'entreprises agréé in accordance with Article 26-1 of the Luxembourg Law.

Regarding the other documents listed in Article 267, paragraph 1 of the Luxembourg Law, notably:

(i) the explanatory memorandum to the Merger Plan drawn up by the boards of directors of the Merging Companies (Article 267 (1) d) of the Luxembourg Law); and

(ii) the examination and the written report of the independent expert on the Merger Plan and the report of the independent expert (Article 267 (1) e) of the Luxembourg Law),

the sole shareholder of the Absorbing Company and the sole shareholder of the Absorbed Company have waived the requirement of these documents in accordance with Article 265 (3) and Article 266 (5) of the Luxembourg Law.

22.4 The Shareholder has consented to the management boards of the Merging Companies (a) not to draw up an explanatory memorandum as referred to in Section 2:313, subsection 1 of Dutch Law and (b) not being under the obligation to provide information as referred to in Section 2:315, subsection 1, of Dutch Law, on important changes in the assets and the liabilities of the Merging Companies that may become known to them after this Merger Plan has been drawn up, as evidenced by a statement annexed to the present deed (Annex 2).

23. Publication of the Merger Plan.

23.1 The Merger Plan shall be published in accordance with Article 262 (1) of the Luxembourg Law.

23.2 In accordance with Article 262 (2) of the Luxembourg Law, such publication of the Merger Plan shall also contain information on the procedures for the exercise of the rights of creditors and minority shareholders of the Merging Companies, as attached in Annex 3 to this Merger Plan.

23.3 The filing of the Merger Plan (with annexes) shall be published in accordance with section 2:333e of the Dutch Law.

24. Approval of the Merger, resolution to effect the Merger.

24.1 This Merger Plan has been approved by the directors of the Absorbed Company and by the meeting of the board of directors of the Absorbing Company held on 29 September 2015.

24.2 The board of directors of the Absorbed Company shall convene the shareholders' meeting of the Absorbed Company to approve the Merger in line with this Merger Plan and in accordance with Dutch Law.

24.3 The board of directors of the Absorbing Company shall convene the shareholders' meeting of the Absorbing Company to approve the Merger and issue the New Shares in line with this Merger Plan, and in accordance with Luxembourg Law.

24.4 No approval from any other corporate body of the Merging Companies is required for any action regarding this Merger.

25. Effective Date. Pursuant to Article 273ter (1) of Luxembourg Law and Section 2:333i of Dutch Law, the Merger will take effect between the Merging Companies, vis-à-vis third parties and for Luxembourg tax purposes upon publication of the minutes of the shareholder's resolution of the Absorbing Company, recording the Merger (the "Effective Date").

26. Miscellaneous.

26.1 Any costs, taxes, and fees in connection with this Merger Plan and its execution, including the approving resolution, will be borne by the Absorbing Company. If the Merger does not become effective, the Merging Companies will equally share the costs of this Merger Plan; any other costs will be borne by the company affected in the respective case itself.

26.2 Any transaction taxes will also be borne by the Absorbing Company.

26.3 This Merger Plan may be executed in one or more counterparts. A set of counterparts, containing the signatures of all managing directors of the Absorbed Company and all the directors of the Absorbing Company, shall between them constitute one single document.

26.4 If this Merger Plan is amended, the respective statutory provisions regarding filing and announcement of this Merger Plan will apply mutatis mutandis to such amended Merger Plan.

26.5 If any provision of this Merger Plan is or becomes invalid or if this Merger Plan does not contain any necessary provision, this will not affect the validity of the remaining provisions of this Merger Plan.

Telecom Italia International N.V.

Represented by Franco Bertone / Francesco Saverio ... obianco / Andrea Lillo / Roberto Moro / Francesca Petralia
Chairman / Chief Executive Officer / Managing Director / Managing Director / Managing Director

Telecom Italia Finance

Represented by Andrea Balzarini / Roberto Moro / Adriano Trapletti / Antonio Sica / Jaques Loesch
Chairman / Director / Managing Director / Director / Director

Suit la traduction française du texte qui précède:

Le projet commun de fusion est conclu par et entre (le «Project de Fusion»)

1. Telecom Italia International N.V., une société par actions à responsabilité limitée régie par les lois des Pays-Bas (naamloze vennootschap), ayant son siège social à Amsterdam, Pays-Bas, et son bureau à Strawinskylaan 1627, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée au Registre du Commerce néerlandais de la Chambre de Commerce sous le numéro 33254142 (la «Société Absorbée»);

2. Telecom Italia Finance, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 12 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 76448, (la «Société Absorbante», collectivement avec la Société Absorbée, les «Sociétés Fusionnantes»);

Formalités

Les parties déclarent que:

A. Telecom Italia S.p.A., une société par actions (Società per azioni) régie par les lois d'Italie, ayant son siège social au Via Gaetano Negri 1, 20123 Milan, Italie, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés italien sous le numéro 00488410010 (l'«Actionnaire»), est le détenteur de toutes les actions émises et en circulation du capital social des Sociétés Fusionnantes.

B. les Sociétés Fusionnantes n'ont pas été dissoutes, ni n'ont été déclarées en état de faillite ou n'ont demandé l'ouverture d'une procédure de suspension des paiements;

C. aucun droit ou usufruit ou aucun droit de gage n'a été constitué sur les actions constituant le capital social des Sociétés Fusionnantes;

D. les Sociétés Fusionnantes n'ont pas de conseil de surveillance.

Les Sociétés Fusionnantes déclarent que le Projet de Fusion a été établi par les organes de direction des Sociétés Fusionnantes:

Le Projet de Fusion est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et d'une version néerlandaise suivi des Annexes (Annexe 1 A, Annexe 1 B, Annexe 2 and Annexe 3). Annexe 1A et Annexe 1B constituent une partie intégrale du Projet de Fusion.

1. Forme juridique, nom de la société et le siège social des Sociétés Fusionnantes (Section 2:312, sous-section 2, lettre a, de la Loi Néerlandaise, l'article 261 (2) a) de la Loi Luxembourgeoise).

1.1 Telecom Italia International N.V.

1.1.1 Telecom Italia International N.V. une société par actions régie par les lois des Pays-Bas (naamloze vennootschap), ayant son siège social à Amsterdam, Pays-Bas, et son bureau à Strawinskylaan 1627, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée au Registre du Commerce néerlandais de la Chambre de Commerce sous le numéro 33254142

1.1.2 La Société Absorbée a un capital social de deux milliards trois cent quatre-vingt-dix-neuf millions quatre cent quatre-vingt-trois mille euros (EUR 2.399.483.000,-) divisé en quarante-sept millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixante (47.989.660) actions, ayant une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50) chacune. Le capital social de la Société Absorbée est entièrement libéré.

1.2 Telecom Italia Finance

1.2.1 Telecom Italia Finance est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 12 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 76448.

1.2.2 La Société Absorbante a un capital social de cinq cent quarante-deux millions quatre-vingt-dix mille deux cent quarante-et-un euros (EUR 542.090.241) divisé en cinquante-cinq mille quatre cent vingt-huit mille quatre cent cinquante (55.428.450) actions ayant une valeur nominale de neuf euros et soixante-dix-huit centimes (EUR 9,78) chacune. Le capital social de la Société Absorbante est entièrement libéré.

1.2.3 La Société Absorbante ne changera ni de forme juridique, ni de nom, ni de siège social à l'issue de la Fusion, telle que définie ci-après. Les statuts de la Société Absorbante seront modifiés pour refléter l'augmentation de capital, tel que prévu à l'article 7 ci-dessous.

2. La Fusion.

2.1 La Société Absorbée est une société par actions conforme au droit néerlandais et autorisée à fusionner en vertu de la Section 2:308, sous-section 3, en rapport avec la Section 2:309, 2:310 et 2:333c du Code Civil néerlandais (la «Loi Néerlandaise»).

2.2 La Société Absorbante est une société anonyme conforme au droit luxembourgeois et autorisée à fusionner en vertu de la Section XIV, notamment les articles 261 à 276, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Les Sociétés Fusionnantes souhaitent, sur base des dispositions suivantes, mettre en oeuvre une fusion transfrontalière par laquelle la Société Absorbée fusionnera avec la Société Absorbante, au terme de laquelle (i) la Société Absorbée cessera d'exister, et (ii) la Société Absorbante absorbera tous les actifs et passifs de la Société Absorbée par transmission universelle de patrimoine, en conformité avec les dispositions de la Directive sur les Fusions Transfrontalières des Sociétés à Responsabilité Limitée (2005/56/EC), Section 2:309 en rapport avec la Section 2:333c de la Loi Néerlandaise et le Chapitre XIV (fusion) de la Loi Luxembourgeoise (la «Fusion»).

3. Transfert des actifs et passifs.

3.1 Tous les actifs et passifs (vermogen) de la Société Absorbée, dans leur intégralité, avec tous les droits et obligations, seront transférés par absorption à la Société Absorbante par transmission universelle de patrimoine au titre d'une fusion

transfrontalière conformément à la Section 2:309 en rapport avec la Section 2:333c de la Loi Néerlandaise et à la Section XIV (Fusion) de la Loi Luxembourgeoise.

3.2 La Société Absorbée cessera d'exister lorsque la Fusion sera effective et les actions de la Société Absorbée seront annulées lorsque la Fusion sera effective. La Société Absorbante n'annulera aucune action dans son capital social.

4. Dates de référence des états financiers des Sociétés Fusionnantes utilisées pour définir les conditions de la Fusion (Section 2:333d, lettre e, de la Loi Néerlandaise, article 261 (4) e) de la Loi Luxembourgeoise).

4.1 Les Comptes Annuels de la Société Absorbante au 31 décembre 2014 de même que les comptes intérimaires au 30 juin 2015 de la Société Absorbante seront utilisés comme référence pour la Fusion.

4.2 Les Comptes Annuels de la Société Absorbée au 31 décembre 2014 de même que les comptes intérimaires au 30 juin 2015 de la Société Absorbée seront utilisés comme référence pour la Fusion.

5. Evaluation des actifs et des passifs transférés à la Société Absorbante (Section 2:333d de la Loi Néerlandaise, article 261 (4) d) de la Loi Luxembourgeoise).

5.1 Les actifs et les passifs de la Société Absorbée et leur évaluation peuvent être recueillis à partir des comptes annuels de la Société Absorbée au 31 décembre 2014 et du bilan de la Société Absorbée au 30 juin 2015.

5.2 Les actifs et passifs de la Société Absorbante et leur évaluation peuvent être recueilli à partir des comptes annuels de la Société Absorbante au 31 décembre 2014 et du bilan de la Société Absorbante au 30 juin 2015.

5.3 Il est proposé de fusionner la Société Absorbante et la Société Absorbée sur base de leurs bilans respectifs au 30 juin 2015 en y ajoutant les ajustements suivants dans le bilan de la Société Absorbée: (i) annulation de l'impôt sur actifs différé d'un montant de EUR 2,9 million, considérant que le crédit d'impôt ne sera pas récupérable après la Fusion et (ii) détérioration d'un montant de EUR 11,6 million de la valeur de la participation dans Tierra Argentea S.A., suite à une évaluation réalisée avant la fin de l'année pour les besoins de la Fusion.

5.4 Il est proposé d'évaluer les actifs et passifs des deux Sociétés Fusionnantes à leur valeur comptable telle que reportée dans leur bilan au 30 juin 2015, tel qu'ajusté et de calculé le ratio d'échange de ces valeurs. Considérant que la Société Absorbante et la Société Absorbée ont le même actionnaire et que la Fusion elle-même n'aura pas d'impact économique ou financier sur les actifs de l'Actionnaire, la valeur comptable des Sociétés Fusionnantes au 30 juin 2015, tel qu'ajustée est une valorisation appropriée.

5.5 Pour des raisons fiscales luxembourgeoises, les actifs destinés à être transférés seront enregistrés par la Société Absorbante à leur valeur enregistrée dans le bilan de la Société Absorbée au 30 juin 2015, et seront donc comptabilisés à ces valeurs au niveau de la Société Absorbante, conformément à l'article 170ter alinéa 1 de la loi luxembourgeoise sur l'impôt sur le revenu.]

6. Ratio d'échange des actions et montant des possibles paiements additionnels en espèces (Article 261 (2) b) de la Loi Luxembourgeoise). A l'issue de la Fusion, la Société Absorbante émettra de nouvelles actions au profit de l'Actionnaire en échange de tous les actifs et les passifs de la Société Absorbée.

Le ratio d'échange de la Fusion a été déterminé par le conseil d'administration des Sociétés Fusionnantes sur la base des valorisations respectives des Sociétés Fusionnantes, à 3.34 nouvelle(s) action(s) de la Société Absorbante en échange de 1 action de la Société Absorbée (le «Ratio d'Echange»).

Aucun paiement en espèces ne sera fait au profit de l'Actionnaire,

Conformément aux dispositions de la section 2:333 de la Loi Néerlandaise, les dispositions de la section 2:326 jusqu'à et incluant la section 328 de la Loi Néerlandaise ne s'appliquent pas, et, de ce fait, d'un point de vue Néerlandais, aucun ratio d'échange des actions n'est requis, étant donné que la Société Absorbante et la Société Absorbée ont le même Actionnaire unique.

De ce fait, la section 2:333d lettre f de la Loi Néerlandais n'est également pas applicable.

7. Emission de nouvelles actions par la Société Absorbante (article 261 (2) c) de la Loi Luxembourgeoise). Sur la base du Ratio d'Echange, la Société Absorbante émettra, à partir de la Date d'Effet, cent soixante million deux cent quatre-vingt cinq mille quatre cent soixante quatre (160,285,464) nouvelles actions, ayant une valeur nominale de neuf euros et soixante-dix-huit centimes (EUR 9,78) chacune (les «Nouvelles Actions»), ensemble avec une prime d'émission d'un montant total de trois milliard sept cent soixante huit million deux cent vingt et un mille quatre-vingt cinq euro et soixante et un centimes euro (EUR 3.768.221.085,61), en échange des actifs et des passifs de la Société Absorbée.

Les Nouvelles Actions seront émises et attribuées immédiatement à la Date d'Effet selon le Ratio d'Echange.

Au terme de l'émission des Nouvelles Actions, le capital social de la Société Absorbante devrait s'élever à deux milliard cent neuf million six cent quatre-vingt deux mille soixante dix-huit euro et quatre-vingt douze centimes (EUR 2,109,682,078.92), divisé en deux cent quinze million sept cent treize mille neuf cent quatorze (215,713,914) actions, ayant une valeur nominale de neuf euros et soixante-dix-huit centimes (EUR 9,78) chacune, à la Date d'Effet.

L'émission de Nouvelles Actions sera documentée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante approuvant l'augmentation de capital à la Date d'Effet.

8. Date à partir de laquelle les Nouvelles Actions accorderont à leurs titulaires le droit à une part des bénéfices ainsi que les conditions particulières relatives à ce droit (article 261 (2) d) de la Loi Luxembourgeoise). A la Date d'Effet, les

Nouvelles Actions auront les mêmes droits et privilèges et le même rang que les actions en circulation déjà émises de la Société Absorbante, tel que prévu par les Statuts de la Société Absorbante.

Les Nouvelles Actions auront des droits à dividendes standards à compter de la Date d'Effet.

9. Rapport du réviseur d'entreprises agréé sur l'apport en nature (Article 266 (5) de la Loi Luxembourgeoise). La valeur des actifs et des passifs devant être apportés par la Société Absorbée à la Société Absorbante a été déterminée par le conseil d'administration de la Société Absorbée et par celui de la Société Absorbante.

Cette évaluation a été soumise pour examen à Ernst & Young S.A. nommé conformément à l'Article 266 (3) et à l'Article 26-1 de la Loi Luxembourgeoise et un rapport, dans lequel les actifs et les passifs apportés ainsi que les méthodes d'évaluation utilisées sont décrits et qui détermine si les valeurs indiquées correspondent au moins à la valeur nominale des Nouvelles Actions et à la prime d'émission liée à ces Nouvelles Actions devant être émises en contrepartie de celles-ci, sera mis à la disposition par Ernst & Young S.A. à l'actionnaire unique de chacune des Sociétés Fusionnantes.

Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes, conformément à la Section 2:328 sous-section 6 de la Loi Néerlandaise, sont convenus que les exigences de la Section 2:328 sous-section 6 de la Loi Néerlandaise, première phrase, et de la sous-section 2, de la Loi Néerlandaise concernant le constat du réviseur et le rapport du réviseur, ne s'appliquent pas.

10. Date d'Effet Comptable (Section 2:312, sous-section 2, lettre f, de la Loi Néerlandaise et article 261 (2) e) de Loi Luxembourgeoise).

10.1 Pour des raisons comptables, le transfert des actifs et des passifs par transmission universelle de patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante prendra effet au 1 janvier 2015 (la «Date d'Effet Comptable de la Fusion»), et ainsi, les données financières de la Société Absorbée seront enregistrées dans les comptes annuels de la Société Absorbante à la Date d'Effet Comptable.

10.2 A compter de la Date d'Effet Comptable, tous les actes et transactions de la Société Absorbée seront considérées comme étant faits pour le compte de la Société Absorbante.

10.3 Les dispositions légales concernant la prise d'effet de la Fusion et le transfert des actifs et des passifs (vermogen) de la Société Absorbée à la Société Absorbante du droit civil n'en seront pas affectées.

11. Droits attribués par la Société Absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou des mesures envisagées pour ces personnes (Section 2:312, sous-section 2 lettre c, de la Loi Néerlandaise et article 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise).

11.1 Ni la Société Absorbée ni la Société Absorbante n'ont d'actionnaire titulaire de droits spéciaux.

11.2 Il n'y pas d'autres personnes (morales) qui, autrement qu'en qualité d'actionnaire, ont des droits spéciaux, tels qu'un droit à recevoir des dividendes, le bénéfice ou des actions, vis-à-vis de la Société Absorbée, de telle sorte qu'aucun droit ou rémunération ne doit être attribuée ou autorisé. Aucun autre droit spécial ne sont attribués et aucune mesure au sens de l'article 261 (2) f) n'est prise.

12. Proposition du montant d'indemnité par action (Section 2:333 h de la Loi Néerlandaise). L'Actionnaire est le seul actionnaire de la Société Absorbée. Etant donné qu'il n'y a pas d'associé minoritaire dans la Société Absorbée, aucun accord d'indemnisation conformément à la Section 2.333h de la Loi Néerlandaise n'a été passé.

13. Avantages spéciaux accordés aux experts qui examinent ce Projet de Fusion ou aux membres de l'administration, de la direction, de la surveillance ou du contrôle des Sociétés Fusionnantes (Section 2:312, sous-section 2, lettre d, de la Loi Néerlandaise, article 261 (2) g) de la Loi Luxembourgeoise). Aucun avantage spécial n'est accordé aux membres de l'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle, ou à des auditeurs des Sociétés Fusionnantes ou à des auditeurs de la Fusion ni à des tierces parties impliquées dans la Fusion.

Le mandat des administrateurs et des auditeurs de la Société Absorbée prendra fin à la Date d'Effet.

14. Mesures proposées en lien avec la conversion de l'actionnariat de la Société Absorbée (Section 2:312, sous-section 2, lettre g, de la Loi Néerlandaise). En lien avec la transmission de l'actionnariat de la Société Absorbée, aucune autre mesure ne sera prise étant donné que toutes les actions du capital social de la Société Absorbée seront annulées au moment de la prise d'effet de la Fusion.

15. Intentions concernant le maintien ou la cessation d'activité (Section 2:312, sous-section 2, lettre h, de la Loi Néerlandaise). Les activités et opérations commerciales de la Société Absorbée seront poursuivies de la même façon par la Société Absorbante.

16. Intentions en ce qui concerne la composition du conseil d'administration de la Société Absorbante après la fusion (Section 2:312, sous-section 2, lettre e, de la Loi Néerlandaise). Il n'y a aucune intention de modifier la composition du conseil d'administration de la Société Absorbante après la Fusion.

Le conseil d'administration est actuellement composé tel qu'il suit:

- Andrea Balzarini, administrateur.
- Adriano Trapletti, administrateur;
- Antonio Sica, administrateur;

- Roberto Moro, administrateur; et
- Jacques Loesch, administrateur.

17. Statuts de la Société Absorbante (Section 2:312, sous-section 2, lettre b, de la Loi Néerlandaise et article 261 (4) a de la Loi Luxembourgeoise). Les statuts actuels de la Société Absorbante et les statuts de la Société Absorbante, en vigueur à la Date D'Effet sont annexés au présent Projet de Fusion au sens de l'article 2:312, sous-section 2, lettre b, de la Loi Néerlandaise et de l'article 261 (4) a) de la Loi Luxembourgeoise (Annexe 1A et Annexe 1B).

18. Effets attendus de la Fusion sur l'emploi (Section 2:333d lettre b de la Loi Néerlandaise et article 261 (4) b) de la Loi Luxembourgeoise). A la Date d'Effet, les salariés de la Société Absorbée seront automatiquement transférés à la Société Absorbante et deviendront des salariés de la Société Absorbante. Les administrateurs des Sociétés Fusionnantes déclarent que ce transfert aura une incidence sur les termes et conditions de travail des salariés transférés au regard de leur lieu de travail. Ils pensent qu'il n'y aura pas d'autres changements substantiels des termes et conditions de travail des salariés transférés à l'issue de la Fusion.

19. Informations relatives à la procédure à suivre pour organiser les détails de la participation des employés dans la stipulation de leurs droits de co-détermination dans la Société Absorbante (Section 2:333d lettre b en lien avec la Section 2:333k de la Loi Néerlandaise, Article 261 (4) c) de la Loi Luxembourgeoise). Aucun système ou droit de participation, tel que mentionné à l'Article 261 (4)c) de la Réglementation Luxembourgeoise n'a été appliqué à la Société Absorbée dans les six mois précédant la publication du présent Projet de Fusion auprès du Registre du Commerce et des Sociétés, tel qu'indiqué au paragraphe 24.1 du présent Projet de Fusion.

20. Conséquences de la Fusion sur les biens incorporels et sur les réserves distribuables de la Société Absorbante (Section 2:312, sous-section 4, de la Loi Néerlandaise). La fusion n'a pas d'effet sur les biens incorporels et les réserves distribuables de la Société Absorbante autre que la prime d'émission.

21. Biens immobiliers. Ni la Société Absorbée ni la Société Absorbante n'ont de biens immobiliers.

22. Consultation of Documents - Renonciation des actionnaires.

22.1 Les documents mentionnés dans la Section 2:314, sous-section 1, de la Loi Néerlandaise seront publiquement accessibles au Registre du Commerce et des Sociétés néerlandais.

22.2 Les documents mentionnés dans la Section 2:314, sous-section 2, de la Loi Néerlandaise, (à l'exception du mémorandum explicatif mentionné à la Section 2:3131, sous-section 1, de la Loi Néerlandaise), seront accessibles aux adresses des Sociétés Fusionnantes à partir de la date à laquelle la documentation relative à la Fusion est publiée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés néerlandais jusqu'à la prise d'effet de la Fusion. En outre, ces documents doivent encore être accessibles à des fins d'inspection au siège social de la Société Absorbante pendant six mois après la date de prise d'effet de la Fusion.

22.3 Les Actionnaires ont le droit d'inspecter les documents décrits à l'article 267, paragraphe 1 (a), (b), (c) et (e) de la Loi Luxembourgeoise aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes pendant au moins un mois à partir de la publication du présent Projet de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg. Les documents mentionnés sous ce paragraphe sont le Projet de Fusion, les comptes annuels, de même que les rapports de gestion concernant lesdits comptes des Sociétés Fusionnantes pour les trois derniers exercices, les états comptables des Sociétés Fusionnantes au 30 juin 2015 et le rapport du réviseur d'entreprises agréé conformément avec l'article 26-1 de la Loi Luxembourgeoise.

Concernant les autres documents listés à l'article 267, paragraphe 1 de la Loi Luxembourgeoise, notamment:

- (i) le mémorandum explicatif relatif au Projet de Fusion établi par les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes (article 267 (1) d)) de la Loi Luxembourgeoise); et
- (ii) l'examen et le rapport écrit d'un expert indépendant sur le Projet de Fusion et le rapport de l'expert indépendant (article 267 (1) e) de la Loi Luxembourgeoise),

l'actionnaire unique de la Société Absorbante et l'actionnaire unique de la Société Absorbée ont renoncé à l'exigence de mise à disposition de ces documents conformément à l'article 265 (3) et à l'article 266 (5) de la Loi Luxembourgeoise.

22.4 L'Actionnaire a accepté que les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes (a) n'établissent pas de mémorandum explicatif tel que mentionné dans la Section 2:313, sous-section 1 de la Loi Néerlandaise et (b) ne soit pas dans l'obligation de fournir les informations prévues dans la Section 2:315, sous-section 1 de la Loi Néerlandaise, concernant des changements importants dans les actifs et les passifs des Sociétés Fusionnantes qui pourraient être connus d'eux après que le présent Projet de Fusion a été rédigé, comme l'atteste une déclaration annexée au présent acte (Annexe 2).

23. Publication du Projet de Fusion.

23.1 Le Projet de Fusion sera publié conformément à l'article 262 (1) du la Loi Luxembourgeoise.

23.2 Conformément à l'article 262 (2) du la Loi Luxembourgeoise, cette publication du Projet de Fusion contiendra aussi des informations sur les procédures d'exercice des droits des créanciers et des actionnaires minoritaires des Sociétés Fusionnantes, tel que décrit dans l'Annexe 3 du présent Projet de Fusion.

23.3 Le dépôt du Projet de Fusion (avec annexes) sera publié conformément à la Section 2:333e de la Loi Néerlandaise.

24. Approbation de la Fusion, résolution de mise en oeuvre de la Fusion.

24.1 Le présent Projet de Fusion a été approuvé par les administrateurs de la Société Absorbée et par la réunion du conseil d'administration de la Société Absorbante tenue le 29 septembre 2015.

24.2 Le conseil d'administration de la Société Absorbée devra convoquer l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée pour approuver la Fusion suivant le présent Projet de Fusion et conformément à la Loi Néerlandaise.

24.3 Le conseil d'administration de la Société Absorbante devra convoquer l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante pour approuver la Fusion et émettra les Nouvelles Actions suivant le Projet de Fusion, et conformément à Loi Luxembourgeoise.

24.4 Aucune approbation d'un organe des Sociétés Fusionnantes n'est requise pour n'importe quelle des actions ayant trait à la Fusion.

25. Date d'Effet. Conformément à l'article 273ter (1) de la Loi Luxembourgeoise et la Section 2:333i de la Loi Néerlandaise, la Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes, vis-à-vis des tiers et pour les besoins fiscaux luxembourgeois, à la publication des résolutions des actionnaires de la Sociétés Absorbantes enregistrant la Fusion (la «Date d'Effet»).

26. Divers.

26.1 Tous coûts, taxes et honoraires en lien avec ce Projet de Fusion et son exécution, y compris la résolution d'approbation, seront supportés par la Société Absorbante. Si la Fusion n'a pas lieu, les Sociétés Fusionnantes partageront à parts égales les coûts de ce Projet de Fusion; tout autre coût sera supporté par la société concernée.

26.2 Toute taxe de transaction sera également supportée par la Société Absorbante.

26.3 Ce Projet de Fusion peut être signé en une ou plusieurs contreparties. Un set de contreparties contenant les signatures tous les administrateurs de la Société Absorbée et de tous les administrateurs de la Société Absorbante, constituera entre elle un seul document.

26.4 Si ce Projet de Fusion est modifié, les dispositions statutaires respectives concernant l'enregistrement et la publication de ce Projet de Fusion mutatis mutandis au Projet de Fusion modifié.

26.5 Si une disposition de ce projet de fusion est ou devient invalide ou si ce Projet de Fusion ne contient aucune disposition nécessaire, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions du présent Projet de Fusion.

Dutch Translation of the Above is Following:

Dit voorstel tot fusie (het 'Fusievoorstel') wordt aangegaan door en tussen:

1. Telecom Italia International N.V., een naamloze vennootschap opgericht naar het recht van Nederland, met zetel in Amsterdam, Nederland en met adres Strawinskyalaan 1627, 1077 XX Amsterdam, Nederland en ingeschreven in het handelsregister van de Kamer van Koophandel onder nummer 33254142 (de "Verdwijnende Vennootschap");

2. Telecom Italia Finance, een société anonyme opgericht naar het recht van Luxemburg, met geregistreerd adres 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, ingeschreven in het handelsregister in Luxemburg onder nummer B 76448 (de "Verkrijgende Vennootschap" en tezamen met de Verdwijnende Vennootschap, de "Fuserende Vennootschappen").

Formaliteiten

De partijen verklaren:

E. Telecom Italia S.p.A. een Società per azioni opgericht naar het recht van Italië, met geregistreerd adres Via Gaetano Negri 1, 20123 Milaan, Italië, ingeschreven in het handelsregister in Italië onder nummer 00488410010 (de "Aandeelhouder"), is de houder van alle geplaatste en uitstaande aandelen in het kapitaal van de Fuserende Vennootschappen;

F. de Fuserende Vennootschappen zijn niet ontbonden, verkeren niet in staat van faillissement en hebben geen surseance van betaling aangevraagd;

G. dat op enige aandelen in het kapitaal van de Fuserende Vennootschappen geen recht van vruchtgebruik of een pandrecht is gevestigd;

H. geen van de Fuserende Vennootschappen heeft een raad van commissarissen.

De Fuserende Vennootschappen verklaren dat dit gezamenlijke Fusievoorstel is opgesteld door de besturen van de Fuserende Vennootschappen.

Het Fusievoorstel is opgesteld in het Engels en wordt gevolgd door een Franse en een Nederlandse versie, gevolgd door de Bijlagen (Bijlage 1A, Bijlage 1B, Bijlage 2 en Bijlage 3) Bijlage 1A en Bijlage 1B maken een integraal onderdeel uit van het onderhavige Fusievoorstel.

1. Rechtsvorm, naam en adres van de Fuserende Vennootschappen (Artikel 2:312, lid 2, sub a, van het Nederlands Recht en Artikel 261 (2) a) van het Luxemburgs Recht).

1. 1 Telecom Italia International N.V.

1.1.1 Telecom Italia International N.V. is een naamloze vennootschap opgericht naar het recht van Nederland, met zetel in Amsterdam, Nederland en met adres Strawinskyalaan 1627, 1077 XX Amsterdam, Nederland en ingeschreven in het handelsregister van de Kamer van Koophandel onder nummer 33254142.

1.1.2 De Verdwijnde Vennootschap heeft een aandelenkapitaal van EUR 2.399.483.000,- en is verdeeld in 47.989.660 aandelen, elk met een nominale waarde van EUR 50,-. Het aandelenkapitaal van de Verdwijnde Vennootschap is volledig vol gestort.

1.2 Telecom Italia Finance

1.2.1 Telecom Italia Finance is een société anonyme opgericht naar het recht van Luxemburg, met geregistreerd adres 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, ingeschreven in het handelsregister in Luxemburg onder nummer B 76448.

1.2.2 De Verkrijgende Vennootschap heeft een aandelenkapitaal van EUR 542.090.241,- en is verdeeld in 55.428.450 aandelen, elk met een nominale waarde van EUR 9,78. Het aandelen kapitaal van de Verkrijgende Vennootschap is volledig volgestort.

1.2.3 De Verkrijgende Vennootschap zal noch de naam, noch de rechtsvorm, noch het adres ter gelegenheid van de Fusie, zoals hieronder gedefinieerd, wijzigen. De Statuten van de Verkrijgende Vennootschap zullen worden gewijzigd in verband met een verhoging van het aandelenkapitaal zoals hieronder onder 7 genoemd.

2. Fusie.

2.1 De Verdwijnde Vennootschap is een naamloze vennootschap opgericht naar het recht van Nederland en bevoegd tot het aangaan van een fusie als bedoeld in Artikel 2:308, lid 3 juncto Artikel 2:309, 2:310 en 2:333c van het Burgerlijk Wetboek (het "Nederlands Recht").

2.2 De Verkrijgende Vennootschap is een société anonyme opgericht naar het recht van Luxemburg en bevoegd tot het aangaan van een fusie als bedoel in Artikel XIV, notably de Artikelen 261 tot 276, van de wet van 10 August 1915 on commercial companies, zoals gewijzigd (het "Luxemburgs Recht").

2.3 De Fuserende Vennootschappen zijn, zulks op basis van de hierna genoemde bepalingen, voornemens een grensoverschrijdende fusie aan te gaan, bij welke fusie de Verdwijnde Vennootschap zal fuseren met de Verkrijgende Vennootschap, ten gevolge waarvan (i) de Verdwijnde Vennootschap ophoudt te bestaan en (ii) de Verkrijgende Vennootschap het gehele vermogen van de Verdwijnde Vennootschap onder algemene titel verkrijgt ingevolge het bepaalde in de Directive on Cross-Border Fusies of Limited Liability Companies (2005/56/EC), Artikel 2:309 juncto Artikel 2:333c van het Nederlands Recht en Artikel XIV (Fusie) van het Luxemburgs Recht (de "Fusie").

3. Overgang van vermogen.

3.1 Het gehele vermogen van de Verdwijnde Vennootschap, met inbegrip van alle rechten en verplichtingen, zal onder algemene titel worden verkregen door de Verkrijgende Vennootschap ten gevolge van de grensoverschrijdende fusie zulks conform het bepaalde in Artikel 2:309 juncto Artikel 2:333c van het Nederlands Recht en Artikel XIV (Fusie) van het Luxemburgs Recht.

3.2 De Verdwijnde Vennootschap zal per het moment van het van kracht worden van de Fusie ophouden te bestaan en de aandelen in het kapitaal van de Verdwijnde Vennootschap zullen op dat moment komen te vervallen. De Verkrijgende Vennootschap zal geen aandelen in haar kapitaal intrekken.

4. Data van financiële verklaringen van de Fuserende Vennootschappen gebruikt om de voorwaarden voor de Fusie vast te stellen (Artikel 2:333d, sub e, van het Nederlands Recht en Artikel 261 (4) e) van het Luxemburgs Recht).

4.1 De jaarrekening van de Verkrijgende Vennootschap gedateerd 31 december 2014 en de tussentijdse vermogensopstelling van de Verkrijgende Vennootschap gedateerd 30 juni 2015 van de Verkrijgende Vennootschap zullen worden gebruikt voor de financiële basis van de Fusie.

4.2 De jaarrekening van de Verdwijnde Vennootschap gedateerd 31 december 2014 en de tussentijdse vermogensopstelling van de Verdwijnde Vennootschap gedateerd 30 juni 2015 van de Verdwijnde Vennootschap zullen worden gebruikt voor de financiële basis van de Fusie.

5. Waardering van de activa en passiva die overgaan naar de Verkrijgende Vennootschap (Artikel 2:333d, sub d, van het Nederlands Recht en Artikel 261 (4) d) van het Luxemburgs Recht).

5.1 De activa en passiva van de Verdwijnde Vennootschap en de waardering daarvan kan worden verkregen uit de jaarrekening van de Verdwijnde Vennootschap gedateerd 31 december 2014 en de tussentijdse vermogensopstelling van de Verdwijnde Vennootschap gedateerd 30 juni 2015.

5.2 De activa en passiva van de Verkrijgende Vennootschap en de waardering daarvan kan worden verkregen uit de jaarrekening van de Verkrijgende Vennootschap gedateerd 31 december 2014 en de tussentijdse vermogensopstelling van de Verkrijgende Vennootschap gedateerd 30 juni 2015.

5.3 Het wordt voorgesteld de Verdwijnde Vennootschap en de Verkrijgende Vennootschap te laten fuseren op basis van de respectievelijke tussentijdse vermogensopstellingen van 30 juni 2015, doch echter met de volgende aanpassingen in de vermogensopstelling van de Verdwijnde Vennootschap: (i) opheffing van de Deferred Tax Asset ter waarde van EUR 2,9 miljoen, aangezien het belastingvoordeel na de Fusie niet kan worden hersteld en (ii) afwaardering voor een bedrag van EUR 11,6 miljoen van de ingebrachte waarde van de deelneming in Tierra Argentea S.A., volgend op een ten behoeve van de Fusie uitgevoerde opdracht voor het einde van het jaar.

5.4 Het wordt voorgesteld de activa en passiva van de twee Fuserende Vennootschappen te waarderen op de boekwaarde zoals opgenomen in de tussentijdse vermogensopstellingen van 30 juni 2015, zoals aangepast en de ruilverhouding te

waarderen op deze waardes. Aangezien zowel de Verdwijnde Vennootschap als de Verkrijgende Vennootschap dezelfde aandeelhouder hebben en aangezien de Fusie geen economisch of financieel gevolg heeft op de waardering door de Aandeelhouder, is de boekwaarde van de Fuserende Vennootschappen per 30 juni 2015, zoals aangepast in een passende waarderingmethode.

5.5 Voor Luxemburgse fiscale doeleinden zal de waarde van de over te dragen activa in de boeken van de Verkrijgende Vennootschap gelijk zijn aan de waarde die aan deze activa is toegekend in de tussentijdse vermogensopstelling van de Verdwijnde Vennootschap van 30 juni 2015, zodat deze waarde als zodanig zal worden opgevoerd zulks in overeenstemming met het bepaalde Artikel 170ter lid 1 van de Luxembourg Corporate Income Tax Law.

6. Ruilverhouding aandelen en bedrag van mogelijke aanvullende betalingen in contanten (Artikel 261 (2) b) van het Luxemburgs Recht). De Verkrijgende Vennootschap zal ter gelegenheid van de Fusie nieuwe aandelen uitgeven aan de Aandeelhouder in ruil voor de activa en passiva van de Verdwijnde Vennootschap.

De ruilverhouding zoals is vastgesteld door de besturen van de Fuserende Vennootschap pen zulks op basis van de waarde van de Fuserende Vennootschappen is zodanig dat voor elk aandeel in de Verdwijnde Vennootschap 3,34 nieuwe aandelen in het kapitaal van de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend (de "Ruilverhouding"). Er zullen geen contante betalingen aan de Aandeelhouder worden gedaan.

Op grond van het bepaalde in Artikel 2:333 van het Nederlands Recht zijn de bepalingen van de Artikelen 2:326 tot en met 328 van het Nederlands Recht niet van toepassing zodat vanuit een Nederlands rechtelijk perspectief geen ruilverhouding vereist is aangezien de Verdwijnde Vennootschap en de Verkrijgende Vennootschap dezelfde enig Aandeelhouder hebben.

Derhalve is ook Artikel 2:333d sub f van het Nederlands Recht niet van toepassing.

7. Uitgifte van nieuwe aandelen door de Verkrijgende Vennootschap (Artikel 261 (2) c) van het Luxemburgs Recht). Op de Effectieve Datum zal de Verkrijgende Vennootschap op basis van de Ruilverhouding 160.285.464 nieuwe aandelen, elk nominaal groot EUR 9,78 (de "Nieuwe Aandelen") uitgeven met een agio van in totaal EUR 3.768.221.085,61 zulks in ruil voor de activa en passiva van de Verdwijnde Vennootschap.

De Nieuwe Aandelen worden op basis van de Ruilverhouding op de Effectieve Datum uitgegeven en toegekend.

Ten gevolge van de uitgifte van de Nieuwe Aandelen, zal vanaf de Effectieve Datum het aandelenkapitaal van de Verkrijgende Vennootschap EUR 2.109.682.078,92 bedragen, verdeeld in 215.713.914 aandelen, elk nominaal groot EUR 9,78.

De algemene vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap zal besluiten tot verhoging van het aandelenkapitaal per de Effectieve Datum.

8. Datum waarop de houders van de Nieuwe Aandelen zullen delen in de winst (Artikel 261 (2) d) van het Luxemburgs Recht). Met ingang van de Effectieve Datum hebben de Nieuwe Aandelen dezelfde rechten en voordelen en zijn gelijk aan de op dat moment uitgegeven en uitstaande aandelen in het kapitaal van de Verkrijgende Vennootschap, zoals daaraan toegekend in de Statuten van de Verkrijgende Vennootschap.

Met ingang van de Effectieve Datum hebben de Nieuwe Aandelen gewone winstrechten.

9. Verslag van a réviseur d'entreprises agréé ten aanzien van de inbreng in nature (Artikel 266 (5) van het Luxemburgs Recht). De waardering van de activa en passiva zoals door de Verdwijnde Vennootschap ingebracht in de Verkrijgende Vennootschap is vastgesteld door het bestuur van zowel de Verkrijgende Vennootschap als de Verdwijnde Vennootschap.

Deze waardering is ter beoordeling voorgelegd aan Ernst & Young S.A, daartoe aangewezen conform het bepaalde in Artikel 266 (3) en Artikel 26-1 van het Luxemburgs Recht, en een verslag waarin de activa en passiva alsmede de gebruikte waarderingmethoden zijn beschreven en waarin is opgenomen van het waarde van hetgeen is ingebracht ten minste overeenkomt met de nominale waarde van de Nieuwe Aandelen en de agio met betrekking tot de Nieuwe Aandelen, is door Ernst & Young ter beschikking gesteld aan de enig aandeelhouder van de Fuserende Vennootschappen.

De Aandeelhouders van de Fuserende Vennootschappen hebben, gebruikmakende van het bepaalde in Artikel 2:328 lid 6 van het Nederlands Recht, verklaart dat de vereisten als genoemd in de eerste volzin van lid 1 en lid 2 van Artikel 2:328 van het Nederlands Recht met betrekking tot het accountantsverslag en de accountantsverklaring buiten toepassing kunnen blijven.

10. Effectieve datum voor financiële gegevens (Artikel 2:312, lid 2, sub f, van het Nederlands Recht en Artikel 261 (2) e) van het Luxemburgs Recht.)

10.1 Voor boekhoudkundige doeleinden wordt de overgang van de activa en passiva van de Verdwijnde Vennootschap onder algemene titel naar de Verkrijgende Vennootschap effectief vanaf 1 januari 2025 (de "Effectieve Fusie Accounting Datum"), en daarom worden de financiële gegevens van de Verdwijnde Vennootschap verantwoord in de jaarrekening van de Verkrijgende Vennootschap vanaf de Effectieve Fusie Accounting Datum.

10.2 Alle acties en transacties van de Verdwijnde Vennootschap worden geacht vanaf de Effectieve Fusie Accounting Datum te zijn verricht voor rekening van de Verkrijgende Vennootschap.

10.3 De wettelijke civiele bepalingen met betrekking tot het van kracht worden van de Fusie en de overgang van het gehele vermogen van de Verdwijnde Vennootschap naar de Verkrijgende Vennootschap worden hierdoor niet beïnvloed.

11. Rechten toegekend door de Verkrijgende Vennootschap aan aandeelhouders met bijzondere rechten en houders van bijzondere winstrechten anders dan aandelen, van de te nemen maatregelen (Artikel 2:312, lid 2 sub c, van het Nederlands Recht en Artikel 261 (2) f) van het Luxemburgs Recht).

11.1 Noch de Verdwijnde Vennootschap noch de Verkrijgende Vennootschap heeft aandeelhouders met bijzondere rechten.

11.2 Er zijn geen andere (rechts)personen die anders dan als aandeelhouder bijzondere rechten, zoals het recht op het verkrijgen van winsten, dividenden of aandelen, jegens de Verdwijnde Vennootschap hebben, zodat geen rechten of vergoedingen behoeven te worden toegekend. Geen speciale rechten zijn toegekend en geen maatregelen als bedoeld in Artikel 261 (2) f) van het Luxemburgs Recht worden genomen.

12. Voorstel bedrag voor schadeloosstelling (Artikel 2:333h van het Nederlands Recht). De Aandeelhouder is de enige aandeelhouder van de Verdwijnde Vennootschap. Aangezien de Verdwijnde Vennootschap geen minderheidsaandeelhouders heeft hoeft geen regeling voor schadeloosstelling als bedoeld in Artikel 2:333h van het Nederlands Recht te worden opgesteld.

13. Toekenning voordelen aan deskundigen welke dit Fusievoorstel onderzoeken of aan de leden van administratieve, bestuurlijke, toezichthoudende of controlerende organen van de Fuserende Vennootschappen (Artikel 2:312, lid 2, sub d, van het Nederlands Recht en Artikel 261 (2) g) van het Luxemburgs Recht). Aan leden van administratieve, bestuurlijke, toezichthoudende of controlerende organen of aan enige accountant van de Fuserende Vennootschappen of bij de Fusie betrokken accountant of aan enige bij de Fusie betrokken derde wordt geen voordeel in verband met de Fusie toegekend.

De bevoegdheden van de bestuurders en de accountants van de Verdwijnde Vennootschap komen per het moment van de Effectieve Datum te vervallen.

14. Voorgenomen maatregelen in verband met overgang aandeelhouderschap van de Verdwijnde Vennootschap (artikel 2:312, lid 2, sub g, van het Nederlands Recht). In verband met de overgang van het aandeelhouderschap van de Verdwijnde Vennootschap worden geen andere maatregelen genomen aangezien alle aandelen in het kapitaal van de Verdwijnde Vennootschap per het moment dat de Fusie van kracht wordt komen te vervallen.

15. Voornemen voortzetten of beëindigen activiteiten (Artikel 2:312, lid 2, sub h, van het Nederlands Recht). De activiteiten en werkzaamheden van de Verdwijnde Vennootschap zullen door de Verkrijgende Vennootschap op dezelfde wijze worden voortgezet.

16. Voornemen met betrekking tot de samenstelling van het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap na de Fusie (Artikel 2:312, lid 2, sub e, van het Nederlands Recht). Er is geen voornemen de samenstelling van het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap ter gelegenheid van de Fusie te wijzigen. De huidige samenstelling is als volgt:

- Enrea Balzarini, directeur.
- Adriano Trapletti, directeur;
- Antonio Sica, directeur;
- Roberto Moro, directeur; en
- Jacques Loesch, directeur.

17. Statuten van de Verkrijgende Vennootschap (Artikel 2:312, lid 2, sub b, van het Nederlands Recht en Artikel 261 (4) a) van het Luxemburgs Recht). De huidige Statuten van de Verkrijgende Vennootschap en de Statuten van de Verkrijgende Vennootschap zoals deze komen te luiden vanaf de Effectieve Datum zijn gehecht aan dit Fusievoorstel conform het bepaalde in Artikel 2:312, lid 2, sub b, van het Nederlands Recht en Artikel 261 (4) a) van het Luxemburgs Recht (Bijlage 1A en 1B).

18. Verwachte effecten van de Fusie op de werkgelegenheid (Artikel 2:333d sub b van het Nederlands Recht en Artikel 261 (4) b) van het Luxemburgs Recht). Vanaf de Effectieve Datum gaan werknemers van de Verdwijnde Vennootschap automatisch over naar de Verkrijgende Vennootschap en zullen werknemers van de Verkrijgende Vennootschap worden. De bestuurders van de Fuserende Vennootschappen verklaren dat deze overgang gevolgen heeft voor de arbeidsvoorwaarden van de werknemers die overgaan met betrekking tot hun werkomgeving. Zij geloven dat er geen andere materiele wijzigingen ter gelegenheid van de Fusie in de arbeidsvoorwaarde van de werknemers die overgaan zullen optreden.

19. Informatie over de te volgen procedure voor de vaststelling van regelingen met betrekking tot medezeggenschap in de Verkrijgende Vennootschap (Artikel 2:333d sub b juncto Artikel 2:333k van het Nederlands Recht en Artikel 261 (4) c) van het Luxemburgs Recht). In de periode gelegen zes maanden voor de deponering van het Fusievoorstel bij het handelsregister in Luxemburg, als bedoeld onder 24.1 van dit Fusievoorstel, zijn bij de Verdwijnde Vennootschap geen medezeggenschapsrechten of Systemen als bedoeld in Artikel 261 (4)c) van de Luxemburg Regulations ingesteld.

20. Gevolgen van de Fusie op de grootte van de goodwill en de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap (Artikel 2:312, lid 4, van het Nederlands Recht). De Fusie heeft geen invloed op de grootte van de goodwill en de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap anders dan de agio.

21. Onroerend goed. Noch de Verdwijnde Vennootschap noch de Verkrijgende Vennootschap is houder van enig onroerend goed.

22. Inzien van documents - Afstandsverklaring.

22.1 De documenten als bedoeld in Artikel 2:314, lid 1, van het Nederlands Recht worden ter inzage gelegd voor het publiek bij het handelsregister van de Kamer van Koophandel.

22.2 De documenten als bedoeld in Artikel 2:314, lid 2, van het Nederlands Recht, (met uitzondering van de toelichting als bedoeld in Artikel 2:313, lid 1, van het Nederlands Recht) zijn beschikbaar ten kantore van de Fuserende Vennootschappen vanaf het moment van deponering van de fusiestukken ten kantore van het handelsregister tot het moment dat de Fusie van kracht wordt. In aanvulling daarop zijn deze documenten tot zes maanden na het van kracht worden van de Fusie voor inzage beschikbaar ten kantore van de Verkrijgende Vennootschap.

22.3 De Aandeelhouder is gerechtigd de documenten als bedoeld in Artikel 267, lid 1 (a), (b), (c) en (e) van het Luxemburgs Recht te inspecteren ten kantore van de Fuserende Vennootschappen ten minste een maand na de aankondiging van dit Fusievoorstel in de Luxemburgse Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations. De in dit lid genoemde documenten zijn het Fusievoorstel, de jaarrekeningen, alsmede de verslagen ten aanzien van deze jaarrekeningen van de Fuserende Vennootschappen van de laatste drie jaar, de tussentijdse vermogensopstellingen van 30 juni 2015 en het verslag van de réviseur d'entreprises agréé conform Artikel 26-1 van het Luxemburgs Recht.

Ten aanzien van de andere in Artikel 267, lid 1 van het Luxemburgs Recht genoemde documenten en in het bijzonder:

(i) de door de besturen van de Fuserende Vennootschappen opgestelde toelichting bij het Fusievoorstel (Artikel 267 (1) d)) van het Luxemburgs Recht); en

(ii) het onderzoek en het schriftelijke verslag van een onafhankelijke deskundige over het Fusievoorstel en de verklaring van deze onafhankelijke deskundige (Artikel 267 (1) e) van het Luxemburgs Recht),

heeft de enig aandeelhouder van de Verkrijgende Vennootschap en de enig aandeelhouder van de Verdwijnde Vennootschap verklaart af te zien van de vereisten als bedoeld in Artikel 265 (3) en Artikel 266 (5) van het Luxemburgs Recht.

22.4 De Aandeelhouder heeft ingestemd met het feit dat de bestuurders van de Fuserende Vennootschappen (a) geen toelichting op het Fusievoorstel als bedoeld in Artikel 2:313, lid 1 van het Nederlands Recht opstellen en (b) niet de verplichting hebben de aandeelhouders de informatie te verstrekken als bedoeld in Artikel 2:315, lid 1, van het Nederlands Recht, indien zich belangrijke wijzigingen voordoen nadat het Fusievoorstel is getekend, zoals blijkt uit een aan dit Fusievoorstel gehechte verklaring (Bijlage 2).

23. Aankondiging van het Fusievoorstel.

23.1 Het Fusievoorstel zal worden aangekondigd conform het bepaalde in Artikel 262 (1) van het Luxemburgs Recht.

23.2 Conform het bepaalde in Artikel 262 (2) van het Luxemburgs Recht, zal de genoemde aankondiging van het Fusievoorstel tevens informatie bevatten omtrent de uitoefening van rechten van crediteuren en minderheidsaandeelhouders van de Fuserende Vennootschappen, zoals opgenomen in Bijlage 3 aan dit Fusievoorstel.

23.3 De deponering van het Fusievoorstel (met bijlagen) zal worden aangekondigd conform het bepaalde in Artikel 2:333e van het Nederlands Recht.

24. Goedkeuring voor de Fusie, besluit tot Fusie.

24.1 Dit Voorstel tot fusie is goedgekeurd door de bestuurders van de Verdwijnde Vennootschap en door de bestuurders van de Verkrijgende Vennootschap in een vergadering gehouden op 29 September 2015.

24.2 Het bestuur van de Verdwijnde Vennootschap zal een algemene vergadering van aandeelhouders van de Verdwijnde Vennootschap bijeenroepen ten einde te besluiten tot de Fusie conform de tekst van het Fusievoorstel en overeenkomstig het bepaalde in het Nederlands Recht.

24.3 Het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap zal een algemene vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap bijeenroepen ten einde te besluiten tot de Fusie conform de tekst van het Fusievoorstel en overeenkomstig het bepaalde in het Luxemburgs Recht.

24.4 Voor deze Fusie is geen goedkeuring van enig andere orgaan van de Fuserende Vennootschappen vereist

25. Effectieve Date. Op grond van het bepaalde in Artikel 273ter (1) van het Luxemburgs Recht en Artikel 2:333i van het Nederlands Recht, zal de Fusie tussen de Fuserende Vennootschappen, ten opzicht van derden en vanuit fiscaal perspectief van kracht worden per het moment van de publicatie van de notulen van de algemene vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap waarbij tot de Fusie is besloten (de "Effectieve Datum").

26. Overige zaken.

26.1 Alle kosten, belastingen, en verschotten in verband met dit Fusievoorstel en de uitvoering ervan, met inbegrip van de besluitvorming, zullen worden gedragen door de Verkrijgende Vennootschap. Ais de Fusie niet van kracht wordt, zullen de Fuserende Vennootschappen de kosten van dit Fusievoorstel gelijkelijk delen; overige kosten zullen door de betrokken vennootschap zelf worden gedragen.

26.2 Enige te gelegenheid van deze transactie verschuldigde belasting zal worden gedragen door de Verkrijgende Vennootschap.

26.3 Dit Fusievoorstel mag worden getekend in een of meer counterparts. Een set van counterparts, bevattende de handtekeningen van alle bestuurders van de Verdwijnde Vennootschap en alle bestuurders van de Verkrijgende Vennootschap wordt geacht een paraat document te vormen

26.4 Als dit Fusievoorstel wordt gewijzigd, zullen alle wettelijke formaliteiten met betrekking tot deponering en publicatie overeenkomstig van toepassing zijn op dat nieuwe gewijzigde Fusievoorstel

26.5 Indien enige bepaling van dit Fusievoorstel ongeldig is of zal worden of als dit Fusievoorstel enige noodzakelijke regeling niet bevat zal dit geen invloed hebben op de geldigheid van de overige bepalingen van dit Fusievoorstel.

Annex 1
Annex 1A

ARTICLES OF ASSOCIATION OF THE ABSORBING COMPANY

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a company (the «Company») in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of incorporation (the «Articles of Incorporation»).

The Company will exist under the name of "TELECOM ITALIA FINANCE".

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that in the view of the Board of Directors extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is to provide any financial assistance to the company TELECOM ITALIA S.p.A. itself as well as to all companies in which TELECOM ITALIA S.p.A. has a direct or indirect interest such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The object of the Company is further to provide domiciliation and administration services to companies forming part of the Telecom Italia Group and to exercise any activity in relation thereto as provided in the law of 31 May 1999 on the domiciliation of companies, as amended.

The Company may acquire and hold interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as administer, manage and develop such holdings.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form.

The Company may participate at the creation and development of any other companies and entities and provide financial assistance in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds or notes.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the quorum and majority rules provided by law.
Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Subscribed capital. The subscribed capital of the Company is set at FIVE HUNDRED FORTY-TWO MILLION NINETY THOUSAND TWO HUNDRED FORTY-ONE EURO (EURO 542,090,241) divided into FIFTY-FIVE MILLION FOUR HUNDRED TWENTY-EIGHT THOUSAND FOUR HUNDRED FIFTY (55,428,450) shares with a par value of NINE EURO AND SEVENTY-EIGHT CENT (EUR 9,78) per share.

All the shares are fully paid up.

Art. 6. Shares. The shares will be in the form of registered or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders.

If the Company issues registered shares, a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof.

Each shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

Ownership of the registered share will result from the recordings in the shareholders' register.

The transfers of shares will be carried by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). The transfers of shares may also be carried out in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

Certificates reflecting the recordings in the shareholders register will be delivered to the shareholders.

The Company may issue multiple share certificates.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty days.

Notwithstanding the above, the general meeting, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of the Articles of Incorporation, may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Board of Directors to do so.

Art. 8. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own shares.

The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the law. Chapter III. Board of Directors, Statutory Auditors

Art. 9. Board of Directors. The Company will be administered by a board of directors (the «Board of Directors») composed of at least three (3) and not more than nine (9) members who need not be shareholders (the «Directors»).

The Directors will be elected by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding three (3) years, and they will hold office until their successors are elected. They are reeligible, and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders' meeting.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining Directors may meet and may elect by majority vote a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors will appoint from among its members a chairman (the «Chairman») and a vice-chairman (the «Vice-Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a Director and who will e.g. be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors will meet upon call by the Chairman, or in his absence upon call by the Vice-Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two Directors so require.

The Chairman, or in his absence the Vice-Chairman, will preside at all meetings of the board of directors and of the shareholders, except that in their absence the Board of Directors may appoint another Director and the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least two days' written notice of any meetings of the Board of Directors shall be given. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda.

The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each Director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a resolution previously adopted by the Board of Directors.

Every meeting of the Board of Directors shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors may from time to time determine.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by fax or by telegram another Director as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the Directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

The Board of Directors may hold meetings by telephone or video conference provided that all Directors can hear and speak to each other and provided also that two thirds of the directors are present in person or by proxy. Any Director attending a meeting of the Board of Directors by telephone or by video conference is deemed to be present. In that case the meeting of the Board of Directors is deemed to be held at the registered office of the Company if one Director is present. If no such meeting is held at the registered office, the meeting is deemed to be held at the place where the Chairman or the person replacing him is located. After a telephone or a video conference, the chairman or the secretary of the meeting will prepare the minutes of that meeting and circulate those minutes for approval to the other Directors who attended that meeting. The minutes, which were prepared by the chairman or by the secretary of the meeting will constitute prima facie evidence of the proceedings and the content of that meeting and shall be distributed by the chairman or by the secretary of the meeting to all the Directors following the foregoing approval.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Directors.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman or by the secretary of the meeting or by any Director. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by the secretary of the meeting or by any Director.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers (except for those powers which are expressly reserved by law to the general meeting of shareholders) to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

Art. 13. Delegation of Powers. The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more Directors, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management to a member of the Board of Directors is subject to previous authorisation by the general meeting of shareholders.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify any Director or officer and his heirs; executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the Director or the office may be entitled.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Directors or by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

Art. 16. Statutory Auditors. Except where according to the law the Company's annual statutory and consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company shall be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders.

The statutory auditors will be appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their number and the duration of their office, which must not exceed six (6) years. They may be re-appointed and be removed at any time, with or without cause, by the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Meeting of shareholders

Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

It has the powers conferred upon it by law.

Art. 18. Annual General Meeting. The annual general meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the first Wednesday of the month of April of each year, at 12.00 noon.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 19. Other General Meetings. The Board of Directors may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one fifth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Procedure. Vote. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors or the auditor made in compliance with Luxembourg law. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the date, time and place as well as the agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, resolutions will be taken by a simple majority of votes irrespective of the number of shares present or represented at the meeting.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by any other member of the Board of Directors.

Art. 21. Amendment of Articles of Incorporation. Except as otherwise provided for by law, the general meeting of shareholders, resolving as set out hereafter, may amend any provision of the Articles of Incorporation. The general meeting of shareholders shall not validly deliberate or act unless at least one half of the subscribed corporate capital is present or represented. If this quorum is not reached at a first meeting, a second meeting may be convened, in the manner set out in the Articles of Incorporation. The convening notice for this second meeting shall reproduce the agenda and indicate the date of the second meeting and the presence at the first meeting. This second meeting shall validly deliberate or act irrespective of the number of shares present or represented at the meeting.

At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented. Notwithstanding the above, the nationality of the Company may only be changed and the commitments of the shareholders may only be increased with the unanimous consent of all the shareholders and, as the case may be, all the bondholders.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December in every year. The Board of Directors shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

Art. 23. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends. The Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. Applicable law

Art. 25. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société (la «Société») sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination «TELECOM ITALIA FINANCE».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet d'accorder toute assistance financière à la société TELECOM ITALIA S.p.A. elle-même ainsi qu'à toutes sociétés et entreprises dans lesquelles la société TELECOM ITALIA S.p.A. possède un intérêt direct ou indirect tel que, entre autres, de fournir des prêts et d'accorder des garanties personnelles ou réelles sous quelque forme que ce soit.

La société a en outre pour objet la prestation de tous services de domiciliation et d'administration de sociétés faisant partie du Groupe Telecom Italia et d'exercer toute activité qui s'y rapporte telle que prévue par la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation de sociétés.

La société peut prendre des participations dans toutes sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi qu'administrer, gérer et mettre en valeur son portefeuille.

La Société peut employer ses fonds en investissant dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle sous quelque forme que ce soit.

La société peut participer à la création et à la gestion de toutes autres sociétés et entités et fournir toutes assistances financières sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations ou de bons de caisse.

D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Chapitre II. Capital, actions

Art. 5. Capital social. La Société a un capital souscrit de CINQ CENT QUARANTE-DEUX MILLIONS QUATRE-VINGT-DIX MILLE DEUX CENT QUARANTE-ET-UN EUROS (EUR 542.090.241), divisé en CINQUANTE-CINQ MILLIONS QUATRE CENT VINGT-HUIT MILLE QUATRE CENT CINQUANTE (55.428.450) actions, ayant chacune une valeur nominale de NEUF EUROS ET SOIXANTE-DIX-HUIT CENTS (EUR 9,78).

Toutes les actions sont entièrement libérées.

Art. 6. Forme des Actions. Les actions seront nominatives ou au porteur au choix des actionnaires.

Si la Société émet des actions nominatives, un registre des actionnaires dont tout actionnaire pourra prendre connaissance sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date.

Chaque actionnaire notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse communiquée.

La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

Les transferts d'actions seront opérés par déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s). Les transferts d'actions pourront également être opérés suivant les règles sur le transport des créances de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De même, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert mentionné dans toute correspondance ou autre document établissant le consentement du cessionnaire et du cédant.

Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires.

La Société peut émettre des certificats d'actions multiples.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts et par la loi pour toute modification ces Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en espèces seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le Conseil d'Administration fixera le délai pendant lequel le droit de souscription préférentiel devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente jours.

Par dérogation à ce qu'est dit ci-dessus, l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil d'Administration à le faire.

Art. 8. Rachat d'actions propres. La Société peut racheter ses propres actions.

L'acquisition et la détention de ses actions propres se feront en accord avec les conditions et dans les limites établies par la loi. Chapitre III. Conseil d'Administration, Commissaire aux Comptes

Art. 9. Conseil d'Administration. La Société est administrée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») composé d'au moins trois (3) et de maximum neuf (9) membres, actionnaires ou non (les «Administrateurs»).

Les Administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser trois (3) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'Administrateurs, les Administrateurs restants ont le droit d'élire par un vote majoritaire un autre administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration pourra choisir parmi ses membres un président (le «Président») et un vice-président (le «Vice-Président»). Il pourra également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui sera, notamment, responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président ou, en son absence, sur convocation par le Vice-Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux Administrateurs le demandent.

Le Président ou, en son absence, le Vice-Président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en leur absence le Conseil d'Administration peut choisir un autre Administrateur et l'assemblée générale désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées un autre président pro tempore.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les Administrateurs au moins deux (2) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télécopieur ou par télégramme de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration peut de temps en temps déterminer.

Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un autre Administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

Le Conseil d'Administration peut se réunir par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo, à condition que tous les Administrateurs puissent entendre et parler les uns aux autres et à condition aussi que les deux tiers des Administrateurs soient présents en personne ou par procuration. Chaque Administrateur participant à une réunion du Conseil d'Administration par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo est réputé être présent. Dans ce cas la réunion du Conseil d'Administration est estimée se tenir au siège social si un Administrateur y est présent. A défaut d'une telle réunion au siège social, la réunion est censée se tenir au lieu où se trouve le Président du Conseil d'Administration ou la personne qui le remplace. Après une conférence téléphonique ou vidéo, le président ou le secrétaire de la réunion préparera le procès-verbal de ladite réunion et fera circuler ce procès-verbal pour approbation aux autres Administrateurs qui participèrent à cette réunion. Le procès-verbal, préparé par le président ou le secrétaire de la réunion, constituera prima facie la preuve de la tenue de cette réunion et de son contenu et il devra être transmis par le président ou par le secrétaire de la réunion aux autres Administrateurs après approbation telle que décrite ci-avant.

En cas d'urgence une décision écrite signée par tous les Administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Administrateurs.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le président ou le secrétaire de la réunion ou par tout Administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou par le secrétaire de la réunion ou par tout Administrateur.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus larges (à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi à l'Assemblée Générale des Actionnaires) pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière à un Administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 14. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires cidessous, un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

La Société indemnifiera tout Administrateur ou fondé de pouvoirs et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'Administrateur ou de fondé de pouvoirs de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils avaient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société est informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas d'autres droits auxquels l'Administrateur ou le fondé de pouvoirs pourrait prétendre.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs ou par les signatures conjointes ou par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Commissaires aux comptes. Sauf si, en vertu de la loi, les comptes annuels et les comptes consolidés doivent être contrôlés par un réviseur d'entreprises, la surveillance de la Société doit être confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leur nombre, pour une durée qui ne peut pas dépasser six (6) ans. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Chapitre IV. Assemblée générale des actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Elle a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi.

Art. 18. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocation le premier mercredi du mois d'avril de chaque année, à 12.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 19. Autres assemblées générales. Le Conseil d'Administration peut convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil d'Administration.

Art. 20. Procédure, vote. Les assemblées générales seront convoquées par le Conseil d'Administration ou par le commissaire aux comptes conformément à la loi luxembourgeoise. La convocation envoyé aux actionnaires conformément à la loi luxembourgeoise contiendra la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le Conseil d'Administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises à la majorité simple, quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président du Conseil d'Administration ou par tout autre Administrateur.

Art. 21. Modification des Statuts. Sauf dispositions contraires de la loi, l'assemblée générale des actionnaires, décidant conformément à ce qui suit, peut modifier les dispositions des Statuts. L'assemblée générale des actionnaires ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la moitié du capital souscrit et présente ou représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint à la première assemblée, une deuxième assemblée pourra être convoquée conformément aux Statuts. La convocation pour cette deuxième assemblée indiquera l'ordre du jour et la date de la deuxième assemblée, ainsi que le nombre de présence à la première assemblée. Cette deuxième assemblée délibère et agit valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées.

Lors des deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés. Nonobstant ce qui précède, la nationalité de la Société ne peut être changée et les apports des actionnaires ne peuvent être augmentés que par l'accord unanime de tous les actionnaires et, s'il y a lieu, de tous les obligataires.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

Art. 23. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité, ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification de ces Statuts, sauf dispositions contraires de la loi. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Annex 1B

ARTICLES OF ASSOCIATION OF THE ABSORBING COMPANY FOLLOWING TO MERGER

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a company (the «Company») in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of incorporation (the «Articles of Incorporation»).

The Company will exist under the name of "TELECOM ITALIA FINANCE".

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office In the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that in the view of the Board of Directors extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is to provide any financial assistance to the company TELECOM ITALIA S.p.A. itself as well as to all companies in which TELECOM ITALIA S.p.A. has a direct or indirect interest such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The object of the Company is further to provide domiciliation and administration services to companies forming part of the Telecom Italia Group and to exercise any activity in relation thereto as provided in the law of 31 May 1999 on the domiciliation of companies, as amended.

The Company may acquire and hold interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as administer, manage and develop such holdings.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form.

The Company may participate at the creation and development of any other companies and entities and provide financial assistance in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds or notes.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the quorum and majority rules provided by law. Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Subscribed capital. The subscribed capital of the Company is set at TWO BILLION ONE HUNDRED NINE MILLION SIX HUNDRED EIGHTY-TWO THOUSAND SEVENTY-EIGHT EURO AND NINETY-TWO CENTS (EUR 2,109,682,078.92) divided into TWO HUNDRED FIFTEEN MILLION SEVEN HUNDRED THIRTEEN THOUSAND NINE HUNDRED FOURTEEN (215,713,914) shares with a par value of NINE EURO AND SEVENTY-EIGHT CENT (EUR 9,78) per share per share.

All the shares are fully paid up.

Art. 6. Shares. The shares will be in the form of registered or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders.

If the Company issues registered shares, a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof.

Each shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

Ownership of the registered share will result from the recordings in the shareholders' register.

The transfers of shares will be carried by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). The transfers of shares may also be carried out in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

Certificates reflecting the recordings in the shareholders register will be delivered to the shareholders.

The Company may issue multiple share certificates.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty days.

Notwithstanding the above, the general meeting, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of the Articles of Incorporation, may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Board of Directors to do so.

Art. 8. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own shares.

The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the law.

Chapter III. Board of Directors, Statutory Auditors

Art. 9. Board of Directors. The Company will be administered by a board of directors (the «Board of Directors») composed of at least three (3) and not more than nine (9) members who need not be shareholders (the «Directors»).

The Directors will be elected by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding three (3) years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders' meeting.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining Directors may meet and may elect by majority vote a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors will appoint from among its members a chairman (the «Chairman») and a vice-chairman (the «Vice-Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a Director and who will e.g. be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors will meet upon call by the Chairman, or in his absence upon call by the Vice-Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two Directors so require.

The Chairman, or in his absence the Vice-Chairman, will preside at all meetings of the board of directors and of the shareholders, except that in their absence the Board of Directors may appoint another Director and the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least two days' written notice of any meetings of the Board of Directors shall be given. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda.

The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each Director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a resolution previously adopted by the Board of Directors.

Every meeting of the Board of Directors shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors may from time to time determine.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by fax or by telegram another Director as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the Directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

The Board of Directors may hold meetings by telephone or video conference provided that all Directors can hear and speak to each other and provided also that two thirds of the directors are present in person or by proxy. Any Director attending a meeting of the Board of Directors by telephone or by video conference is deemed to be present. In that case the meeting of the Board of Directors is deemed to be held at the registered office of the Company if one Director is present. If no such meeting is held at the registered office, the meeting is deemed to be held at the place where the Chairman or the person replacing him is located. After a telephone or a video conference, the chairman or the secretary of the meeting will prepare the minutes of that meeting and circulate those minutes for approval to the other Directors who attended that meeting. The minutes, which were prepared by the chairman or by the secretary of the meeting will constitute prima facie evidence of the proceedings and the content of that meeting and shall be distributed by the chairman or by the secretary of the meeting to all the Directors following the foregoing approval.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Directors.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman or by the secretary of the meeting or by any Director. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by the secretary of the meeting or by any Director.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers (except for those powers which are expressly reserved by law to the general meeting of shareholders) to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

Art. 13. Delegation of Powers. The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more Directors, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management to a member of the Board of Directors is subject to previous authorisation by the general meeting of shareholders.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify any Director or officer and his heirs; executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the Director or the office may be entitled.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Directors or by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

Art. 16. Statutory Auditors. Except where according to the law the Company's annual statutory and consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company shall be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders.

The statutory auditors will be appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their number and the duration of their office, which must not exceed six (6) years. They may be re-appointed and be removed at any time, with or without cause, by the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Meeting of shareholders

Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

It has the powers conferred upon it by law.

Art. 18. Annual General Meeting. The annual general meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the first Wednesday of the month of April of each year, at 12.00 noon.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 19. Other General Meetings. The Board of Directors may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one fifth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Procedure, Vote. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors or the auditor made in compliance with Luxembourg law. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the date, time and place as well as the agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, resolutions will be taken by a simple majority of votes irrespective of the number of shares present or represented at the meeting.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by any other member of the Board of Directors.

Art. 21. Amendment of Articles of Incorporation. Except as otherwise provided for by law, the general meeting of shareholders, resolving as set out hereafter, may amend any provision of the Articles of Incorporation. The general meeting of shareholders shall not validly deliberate or act unless at least one half of the subscribed corporate capital is present or represented. If this quorum is not reached at a first meeting, a second meeting may be convened, in the manner set out in the Articles of Incorporation. The convening notice for this second meeting shall reproduce the agenda and indicate the date of the second meeting and the presence at the first meeting. This second meeting shall validly deliberate or act irrespective of the number of shares present or represented at the meeting.

At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented. Notwithstanding the above, the nationality of the Company may only be changed and the commitments of the shareholders may only be increased with the unanimous consent of all the shareholders and, as the case may be, all the bondholders.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December in every year. The Board of Directors shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

Art. 23. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends. The Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment. Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. Applicable law

Art. 25. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société (la «Société») sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination «TELECOM ITALIA FINANCE».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet d'accorder toute assistance financière à la société TELECOM ITALIA S.p.A. elle-même ainsi qu'à toutes sociétés et entreprises dans lesquelles la société TELECOM ITALIA S.p.A. possède un intérêt direct ou indirect tel que, entre autres, de fournir des prêts et d'accorder des garanties personnelles ou réelles sous quelque forme que ce soit.

La société a en outre pour objet la prestation de tous services de domiciliation et d'administration de sociétés faisant partie du Groupe Telecom Italia et d'exercer toute activité qui s'y rapporte telle que prévue par la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation de sociétés.

La société peut prendre des participations dans toutes sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi qu'administrer, gérer et mettre en valeur son portefeuille.

La Société peut employer ses fonds en investissant dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle sous quelque forme que ce soit.

La société peut participer à la création et à la gestion de toutes autres sociétés et entités et fournir toutes assistances financières sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations ou de bons de caisse.

D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Chapitre II. Capital, actions

Art. 5. Capital social. La Société a un capital souscrit de DEUX MILLIARD CENT NEUF MILLIONS SIX CENT QUATRE-VINGT DEUX MILLE SOIXANTE DIX-HUIT EURO ET QUATRE-VINGT DOUZE CENTS (EUR 2.109.682.078,92), divisé en DEUX CENT QUINZE MILLION SEPT CENT TREIZE MILLE NEUF CENT QUATORZE (215.713.914) actions, ayant chacune une valeur nominale de NEUF EUROS ET SOIXANTE-DIX-HUIT CENTS (EUR 9,78).

Toutes les actions sont entièrement libérées.

Art. 6. Forme des Actions. Les actions seront nominatives ou au porteur au choix des actionnaires.

Si la Société émet des actions nominatives, un registre des actionnaires dont tout actionnaire pourra prendre connaissance sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date.

Chaque actionnaire notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse communiquée.

La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

Les transferts d'actions seront opérés par déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s). Les transferts d'actions pourront également être opérés suivant les règles sur le transport des créances de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De même, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert mentionné dans toute correspondance ou autre document établissant le consentement du cessionnaire et du cédant.

Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires.

La Société peut émettre des certificats d'actions multiples.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts et par la loi pour toute modification ces Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en espèces seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le Conseil d'Administration fixera le délai pendant lequel le droit de souscription préférentiel devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente jours.

Par dérogation à ce qu'est dit ci-dessus, l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil d'Administration à le faire.

Art. 8. Rachat d'actions propres. La Société peut racheter ses propres actions.

L'acquisition et la détention de ses actions propres se feront en accord avec les conditions et dans les limites établies par la loi.

Chapitre III. Conseil d'Administration, Commissaire aux Comptes

Art. 9. Conseil d'Administration. La Société est administrée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») composé d'au moins trois (3) et de maximum neuf (9) membres, actionnaires ou non (les «Administrateurs»).

Les Administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser trois (3) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'Administrateurs, les Administrateurs restants ont le droit d'élire par un vote majoritaire un autre administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration pourra choisir parmi ses membres un président (le «Président») et un vice-président (le «Vice-Président»). Il pourra également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui sera, notamment, responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président ou, en son absence, sur convocation par le Vice-Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux Administrateurs le demandent.

Le Président ou, en son absence, le Vice-Président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en leur absence le Conseil d'Administration peut choisir un autre Administrateur et l'assemblée générale désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées un autre président pro tempore.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les Administrateurs au moins deux (2) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télécopieur ou par télégramme de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration peut de temps en temps déterminer.

Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un autre Administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

Le Conseil d'Administration peut se réunir par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo, à condition que tous les Administrateurs puissent entendre et parler les uns aux autres et à condition aussi que les deux tiers des Administrateurs soient présents en personne ou par procuration. Chaque Administrateur participant à une réunion du Conseil d'Administration par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo est réputé être présent. Dans ce cas la réunion du Conseil d'Administration est estimée se tenir au siège social si un Administrateur y est présent. A défaut d'une telle réunion au siège social, la réunion est censée se tenir au lieu où se trouve le Président du Conseil d'Administration ou la personne qui le remplace. Après une conférence téléphonique ou vidéo, le président ou le secrétaire de la réunion préparera le procès-verbal de ladite réunion et fera circuler ce procès-verbal pour approbation aux autres Administrateurs qui participèrent à cette réunion. Le procès-verbal, préparé par le président ou le secrétaire de la réunion, constituera prima facie la preuve de la tenue de cette réunion et de son contenu et il devra être transmis par le président ou par le secrétaire de la réunion aux autres Administrateurs après approbation telle que décrite ci-avant.

En cas d'urgence une décision écrite signée par tous les Administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Administrateurs.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le président ou le secrétaire de la réunion ou par tout Administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou par le secrétaire de la réunion ou par tout Administrateur.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus larges (à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi à l'Assemblée Générale des Actionnaires) pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière à un Administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 14. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires cidessous, un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de

pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

La Société indemniserà tout Administrateur ou fondé de pouvoirs et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'Administrateur ou de fondé de pouvoirs de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils avaient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société est informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas d'autres droits auxquels l'Administrateur ou le fondé de pouvoirs pourrait prétendre.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs ou par les signatures conjointes ou par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Commissaires aux comptes. Sauf si, en vertu de la loi, les comptes annuels et les comptes consolidés doivent être contrôlés par un réviseur d'entreprises, la surveillance de la Société doit être confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leur nombre, pour une durée qui ne peut pas dépasser six (6) ans. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Chapitre IV. Assemblée générale des actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Elle a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi.

Art. 18. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocation le premier mercredi du mois d'avril de chaque année, à 12.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 19. Autres assemblées générales. Le Conseil d'Administration peut convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil d'Administration.

Art. 20. Procédure, vote. Les assemblées générales seront convoquées par le Conseil d'Administration ou par le commissaire aux comptes conformément à la loi luxembourgeoise. La convocation envoyé aux actionnaires conformément à la loi luxembourgeoise contiendra la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le Conseil d'Administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises à la majorité simple, quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président du Conseil d'Administration ou par tout autre Administrateur.

Art. 21. Modification des Statuts. Sauf dispositions contraires de la loi, l'assemblée générale des actionnaires, décidant conformément à ce qui suit, peut modifier les dispositions des Statuts. L'assemblée générale des actionnaires ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la moitié du capital souscrit et présente ou représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint à la première assemblée, une deuxième assemblée pourra être convoquée conformément aux Statuts. La

convocation pour cette deuxième assemblée indiquera l'ordre du jour et la date de la deuxième assemblée, ainsi que le nombre de présence à la première assemblée. Cette deuxième assemblée délibère et agit valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées.

Lors des deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés. Nonobstant ce qui précède, la nationalité de la Société ne peut être changée et les apports des actionnaires ne peuvent être augmentés que par l'accord unanime de tous les actionnaires et, s'il y a lieu, de tous les obligataires.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

Art. 23. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité, ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification de ces Statuts, sauf dispositions contraires de la loi. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Annex 2

Statements of all shareholders of the Merging Companies as referred to in Sections 2:313, subsection S and 2:315, subsection 3, of Dutch Law

STATEMENT OF THE SOLE SHAREHOLDER OF

- TELECOM ITALIA INTERNATIONAL N.V.

- TELECOM ITALIA FINANCE S.A.

The undersigned

Telecom Italia S.p.A. a limited liability company (Società per azioni) incorporated under the laws of Italy, having its registered office at Via Gaetano Negri 1, 20123 Milan, Italy, registered with the Italian Trade and Companies Register under number 00488410010

(Telecom Italia S.p.A.)

whereas

(A) Teecom Italia S.p.A is the holder of all the shares in the share capital of:

i. Telecom Italia International N.V., a public company with limited liability (naamloze vennootschap) incorporated under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands, and its office at Strawinskyalaan 1627, 1077 XX Amsterdam, the Netherlands, and registered with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce under number 33254142 (the 'Absorbed Company');

ii. Telecom Italia Finance S.A., a limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 76448 (the "Absorbing Company"),

(C) the Absorbing Company and the Absorbed Company intend to enter into a cross border merger within Luxembourg and Dutch Law, as a consequence of which:

(a) the Absorbing Company shall acquire the entire equity (gehele vermogen) of the Absorbed Company under universal succession of title (algemene titel); and

(b) the Absorbed Company shall cease to exist;
(the 'Merger');

(D) pursuant to article 2:313 paragraph 4 of the Dutch Civil Code, all shareholders of the companies involved in the Merger may agree that the requirements as described in article 2:313 paragraph 1 of the Dutch Civil Code with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable with respect to the Merger;

(E) pursuant to article 2:315 paragraph 43 of the Dutch Civil Code, all shareholders of the companies involved in the Merger may agree that the board of the companies involved in the Merger do not have to inform the Shareholders of any circumstances, which are important in respect of the information in the joint merger proposal.

hereby, each on its own behalf:

agree that the requirements as described in:

(a) article 2:313 paragraph 1 of the Dutch Civil Code with regard to the explanatory memorandum do not apply;

(b) article 2:315 paragraph 1 the Dutch Civil Code with regard to information on change in circumstances do not apply will not be applicable with respect to the Merger.

Milan (Italy) on September 28, 2015.

Telecom Italia Finance S.A / Telecom Italia International N.V.

The sole Shareholder / The sole Shareholder

Telecom Italia S.p.A. / Telecom Italia S.p.A.

Riccardo A. Pettazzi / Riccardo A. Pettazzi

Head of Corporate Affairs / Head of Corporate Affairs

Creditors; loss of recourse

- After announcement of the filing of the Merger Plan as prepared by the management boards of the Merging Companies, any creditor considering that his right of recourse would be impaired after the Merger may request any of the Merging Companies to provide collateral for the obligations towards that creditor. At least one of the Merging Companies has to provide such collateral at creditor's request, unless the creditor (i) already has sufficient recourse (waarborgen) or (ii) the assets of the entity that will be the creditor's debtor after the Merger will provide no less recourse than the recourse before the Merger. If one of the exceptions mentioned under (i) or (ii) above has been fulfilled, no collateral is necessary.

- To the extent an objection is based on an alleged loss of recourse, any adverse impact on recourse available does not a priori mean that the remaining recourse is insufficient enough to uphold the objection. The court will test structurally and on an abstract and not factual basis whether there is sufficient collateral available for recourse before and after the Merger. In principle, no collateral will be provided if the creditors are not impaired by the Merger. The position of the objecting creditor may not be improved after the Merger, especially because it might be improved at the cost of the recourse opportunities of other creditors.

- Prior to its ruling, the court may give an opportunity to the Merging Companies to provide collateral to the objecting party as specified by the court. The court is not obliged to request the Merging Companies to provide the same collateral that was requested by the creditor in its petition. This means that collateral can be provided without amending the Merger plan.

Creditors; filing of objections in practice

- The one-month creditor objection period commences as of the day the parties announced the filing of the Merger proposal by the publication thereof in a Dutch national newspaper and the Official State Gazette (Staatscourant). If a creditor is of the opinion that the Merger impairs its recourse position, it will first request the Merging Companies to provide collateral for performance of their obligations towards the creditor. If the Merging Companies refuse, the creditor may file its objection with the court taking into consideration that in case of unsuccessful objection (i) the court may order such creditor to pay the costs of the court proceedings, including fees of the advisors of the Merging Companies and (ii) the creditor can be held liable for any costs incurred due to the delay of the Merger.

- At any time during the objection period, creditors represented by an attorney (advocaat) may object to the envisaged Merger by filing a petition (verzoekschrift) with the District Court of 's-Hertogenbosch.

- Upon receipt of the petition, the court will (i) notify all interested parties (belanghebbenden) of the petition, (ii) give a deadline to the parties for filing their statements of defence (verweerschrift) and (iii) announce the date of the court hearing (zitting). The court must announce the day of the hearing in a Dutch national newspaper and in the Official State Gazette (Staatscourant).

- At the hearing all the objecting parties and the interested parties, each represented by an attorney, have a further opportunity to plead their case and answer the court's questions.

Annex 3

The board of directors of Telecom Italia Finance, a limited liability company (société anonyme) Incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 76448 (the "Absorbing Company") and the management board of Telecom Italia Inter-

national N.V., a public company with limited liability (naamloze vennootschap) incorporated under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands, and its office at Strawinskylaan 1627, 1077 XX Amsterdam, the Netherlands, and registered with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce under number 33254142 (the "Absorbed Company", and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies"), intend to effect a cross-border merger whereby the Absorbed Company will merge into the Absorbing Company without liquidation of the Absorbed Company, (i) as a result of which the Absorbed Company will cease to exist and (ii) as a result of which the Absorbing Company will acquire the assets and liabilities (vermogen) of the Absorbed Company under universal succession of title, in accordance with the provisions of the Directive on Cross-Border Mergers of Limited Liability Companies (2005/56/EC), Section 2:309 in connection with Section 2:333c of the Dutch Civil Code and Chapter XIV (Merger) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (loi sur les sociétés commerciales) (the "Luxembourg Law") (the "Merger"),

In accordance with Article 262 of the Luxembourg Law, the following information is provided:

1. The type, name and registered office of the Merging Companies.

1.1 The Absorbed Company is Telecom Italia International N.V., a public company with limited liability (naamloze vennootschap) incorporated under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands, and its office at Strawinskylaan 1627, 1077 XX Amsterdam, the Netherlands.

1.2 The Absorbing Company is Telecom Italia Finance, a limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its official seat (siège statutaire) in Luxembourg, the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registers of trade and commerce in which the Merging Companies are registered, and their respective registration number.

2.1 Telecom Italia International N.V. is registered with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce under number 33254142.

2.2 Telecom Italia Finance is registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 76448.

3. The procedures for the exercise of the rights of creditors and minority shareholders of the Merging Companies and their addresses.

3.1 For Telecom Italia International N.V.

that due to the Merger, the satisfaction of their claims is at stake and that adequate safeguards have not been provided by the Absorbing Company.

- The request from the creditors must be addressed to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters in the district where the Absorbing Company has its seat. In the case of the Absorbing Company, the request should be addressed to the judge presiding such chamber of the District Court of Luxembourg.

- The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the financial situation of the Absorbing Company after the Merger. The Absorbing Company also has the ability to satisfy the claims of creditors and cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt.

- The application for the grant of a security must be made within two months of the date on which the resolutions of the general meeting of the shareholders of the Absorbing Company approving the Merger is published.

- The creditors of the Absorbing Company can obtain information relating to their rights without any costs by contacting the Absorbing Company at the following address: Telecom Italia Finance, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Le conseil d'administration de Telecom Italia Finance, une société anonyme, régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 76448 (la «Société Absorbante») et le conseil de gérance de Telecom Italia International N.V., une société à responsabilité limitée (naamloze vennootschap), régie par le droit néerlandais, ayant son siège statutaire à Amsterdam, Pays-Bas, et son siège social à Strawinskylaan 1627, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas, inscrite au Registre Néerlandais de la Chambre de Commerce (Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce) sous le numéro 33254142 (la «Société Absorbée») et, collectivement avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes», ont l'intention d'effectuer une fusion transfrontalière, par laquelle la Société Absorbante fusionnera avec la Société Absorbante sans liquidation de la Société Absorbée et par conséquent (i) la Société Absorbée cessera d'exister et (ii) fera l'acquisition des actifs et des passifs (vermogen) de la Société Absorbée par succession universelle de titre, conformément aux provisions de la Directive sur les Fusions Transfrontalières des Sociétés de Capitaux (2005/56/EC), Section 2:309 en connexion avec

la Section 2:333c du Code Civil Néerlandais et du Chapitre XIV (Fusion) de la Loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi Luxembourgeoise») (la «Fusion»).

Conformément à l'article 262 de la Loi Luxembourgeoise, les informations ci-dessous sont fournies:

1. Le type, nom et siège social des Sociétés Fusionnantes.

1.1 La Société Absorbée est Telecom Italia International N.V., une société à responsabilité limitée (naamloze vennootschap) régie par le droit néerlandais, ayant son siège statuaire à Amsterdam, Pays-Bas, et son bureau à Strawinskyiaan 1627, 1077 XX Amsterdam, Pays Bas.

Although each objection case may be heard in separate court hearing, the courts will render one court order (eindbeschikking) relating to all objections filed.

- Under Dutch law, any creditor objection proceedings must be dealt with by the court with adequate urgency (met de meeste spoed).

- Following the court's order, each party (i.e. the Merging Companies, the objecting parties and any party admitted in the first instance as an interested party) may appeal such court order with the Enterprise Chamber of the Court of Appeal of Amsterdam (the "Enterprise Chamber"). Such appeal must be filed within three weeks after the date of the court's order. Following the appeal, a final appeal (cassatie) may be lodged with the Supreme Court (Hoge Raad) within six weeks after the date of the order in appeal of the Enterprise Chamber. The Supreme Court will only deal with matters of law and not with facts. Both the appeal and the final appeal must be dealt with in the same manner and within the same timeframe as the case in first instance.

- The Merger may only be effectuated upon the withdrawal of the opposition or an enforceable (uitvoerbaar) court order lifting the opposition. A court order is enforceable when it is either no longer subject to appeal, or has been declared enforceable by the court notwithstanding the right to appeal subsequently.

Persons with special rights against the Absorbed Company

- There are no persons, who have a special right against the Absorbed Company, such as a profit distribution or share subscription rights, which is why information on the receipt of equivalent rights in the Absorbed Company or compensation have been omitted.

- Any person who, otherwise than as a shareholder, has a special right against the Absorbed Company, such as a profit distribution or share subscription right, must either receive an equivalent right in the Absorbing Company or compensation therefor.

- In the absence of agreement, such compensation shall be determined by one or more independent experts, appointed on the application of any initiating party by the district court judge hearing applications for interim relief in whose district the Absorbing Company has its principal place of business.

Minority shareholders

- The Absorbed Company has no minority shareholders, which is why information on the exercise of the rights of minority shareholders have been omitted.

Address

- The creditors of, and persons who have a special rights against, the Absorbed Company can obtain information relating to their rights without any costs at the office address of the Absorbed Company: Strawinskyiaan 1627, 1077 XX Amsterdam, the Netherlands.

3.2 For Telecom Italia Finance

- A creditor must have a claim against the Absorbing Company which predates the date of publication of the minutes of the general meeting of the shareholders of the Absorbing Company approving the Merger.

- Creditors may apply to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts if they are able to credibly demonstrate (démontrer, de manière credible)

1.2 La Société Absorbante est Telecom Italia Finance, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège statuaire à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et ayant son siège social à 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

2. Les registres de commerce et des sociétés dans lesquels les Sociétés Fusionnantes sont inscrites, et leur numéro respectif d'enregistrement.

2.1 Telecom Italia International N.V. est inscrite au Registre Néerlandais de la Chambre de Commerce sous le numéro 33254142.

2.2 Telecom Italia Finance est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 76448.

3. Les procédures pour l'exercice des droits des créanciers et des actionnaires minoritaires des Sociétés Fusionnantes et de leurs destinataires.

3.1 Pour Telecom Italia International N.V.

Créanciers; perte de recours

- Après l'annonce du dépôt du Projet de Fusion, tel que préparé par les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes, tout créancier considérant qu'il serait porté atteinte à son droit de recours après la Fusion peut demander à chacune des deux Sociétés Fusionnantes de fournir une garantie relative aux obligations de la Société envers le créancier. Au moins une des Sociétés Fusionnantes doit fournir cette garantie sur demande du créancier, sauf si le créancier (i) a déjà un recours suffisant (warrborgen) ou si (ii) les actifs de l'entité qui deviendra le débiteur du créancier après la Fusion procureront un recours au moins équivalent au recours disponible avant la Fusion. Si les conditions d'application de l'une des exceptions (i) ou (ii) sont rassemblées, aucune garantie n'est nécessaire.

- Si une objection est fondée sur une perte présumée de recours, tout effet négatif sur le recours disponible ne signifie pas a priori qu'aucun autre recours n'est suffisant, de telle sorte que l'objection doit être retenue. La cour testera structurellement et sur une base abstraite et non factuelle la suffisance de la garantie disponible pour le recours avant et après la Fusion. En principe, aucune garantie ne sera fournie si les créanciers ne sont pas affectés négativement par la Fusion. La position du créancier émettant une objection ne peut pas être améliorée par la Fusion, notamment car elle pourrait être améliorée au détriment des opportunités de recours des autres créanciers.

- Avant sa décision, la cour a le pouvoir discrétionnaire de donner une opportunité aux Sociétés Fusionnantes de fournir une garantie, qui sera spécifiée par la cour, au créancier émettant une objection. La cour n'a aucune obligation d'imposer aux Sociétés Fusionnantes de fournir la garantie exacte demandée par le créancier dans sa requête. Ceci signifie qu'une garantie peut être fournie sans qu'il n'y ait nécessité de modifier le plan de Fusion.

Créancier, dépôt des objections dans la pratique

- Les créanciers ont une période d'un mois pour émettre des objections, commençant au jour de l'annonce des parties du dépôt du projet de Fusion, par la publication du projet de Fusion dans un journal national Néerlandais et dans la Gazette Officielle de l'Etat (Staatscourant). Si un créancier estime que la Fusion affecte négativement sa position de recours, le créancier doit dans un premier temps demander aux Sociétés Fusionnantes de fournir une garantie pour l'exécution de leurs obligations envers le créancier. Si les Sociétés Fusionnantes refusent, alors le créancier peut déposer son objection auprès de la cour, en prenant en compte que si l'objection est rejetée (i) la cour peut ordonner au créancier de payer les frais des procédures judiciaires, y compris les frais des conseillers des Sociétés Fusionnantes et (ii) le créancier peut être tenu responsable des frais dus au retard de la Fusion.

- A tout moment pendant la période d'objection, les créanciers représentés par un avocat (advocaat) peuvent objecter à la Fusion contemplée en déposant une requête (verzoekschrift) auprès du tribunal d'arrondissement de 's-Hertogenbosch.

- Dès réception de la requête, la Cour (i) notifiera toutes les parties intéressées (belanghebbenden) de la requête, (ii) imposera un délai aux parties pour le dépôt de leurs mémoires de défense (verweerschrift) et (iii) annoncera la date de l'audience devant le tribunal (zitting). La cour doit annoncer la date de l'audience dans un journal national néerlandais et dans la Gazette Officielle de l'Etat (Staatscourant).

- A l'audience, toutes les parties émettant une objection et toutes les parties intéressées, chacune représentée par un avocat, auront une opportunité supplémentaire de plaider leur cause et de répondre aux questions de la cour. Chaque cause d'objection peut être entendue dans une audience séparée; cependant, les tribunaux rendront une décision unique (eindbeschikking) comprenant toutes les objections déposées.

- En droit néerlandais, toute procédure judiciaire liée à l'objection d'un créancier doit être traitée par la cour avec le niveau d'urgence approprié (met de meeste spoed).

- Suite à la décision judiciaire de la cour, chaque partie (c'est à dire, les Sociétés Fusionnantes, les parties émettant une objection et toute partie admise en première instance en tant que partie intéressée) peuvent faire appel à cette décision auprès de la Section Commerce de la Cour d'Appel d'Amsterdam (l'«Enterprise Chamber»). La demande d'appel doit être déposée au plus tard trois semaines après la date de la décision de la cour. Suite à l'appel, une demande d'appel final (cassatie) peut être déposée auprès de la Cour Suprême (Hoge Raad) dans un délai maximum de six semaines après la date du jugement d'appel de l'Enterprise Chamber. La Cour Suprême ne traite que de la loi applicable, et ne traite pas les questions de fait. L'appel et l'appel final doivent tous deux être traités de la même manière et dans le même délai que l'affaire en première instance.

- Une Fusion peut être effectuée uniquement après la renonciation des oppositions, ou après une décision de justice exécutoire (uitvoerbaar) levant l'opposition. Une décision de justice est exécutoire soit quand il n'y a plus de possibilité d'appel, soit quand elle a été déclarée exécutoire par le tribunal ayant rendu la décision, nonobstant le droit d'appel des parties.

Personnes ayant des droits spéciaux contre la Société Absorbée

- Aucune personne n'ayant de droit spécial contre la Société Absorbée, tel qu'un droit à une distribution de bénéfices ou un droit de souscription à des parts sociales, les informations concernant l'octroi de droits équivalents ou l'indemnisation au sein de la Société Absorbée ont été omises.

- Toute personne, autre qu'un associé, ayant un droit spécial contre la Société Absorbée, tel qu'un droit à une distribution de bénéfices ou un droit de souscription à des parts sociales, doit recevoir soit un droit équivalent dans la Société Absorbante, soit une indemnisation correspondante.

- En l'absence d'accord, cette indemnisation sera déterminée par un ou plusieurs experts indépendants, nommés par le juge du tribunal d'arrondissement responsable des requêtes pour mesure de redressements provisoires, dans l'arrondissement où la Société Absorbante a son établissement principal, suite au dépôt d'une requête par l'une des parties.

Actionnaires minoritaires

- La Société Absorbée n'a pas d'actionnaires minoritaires; les informations sur l'exercice par les actionnaires minoritaires de leurs droits ont donc été omises.

Adresse

Les créanciers de la Société Absorbée et les personnes ayant des droits spéciaux contre la Société Absorbée peuvent obtenir des informations sur leurs droits gratuitement en contactant la Société Absorbée à l'adresse suivante: Strawinskyiaan 1627, 1077 XX Amsterdam,, Pays-Bas.

3.2 Pour Telecom Italia Finance

- Un créancier doit avoir une réclamation contre de la Société Absorbante qui précède la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante qui a approuvé la Fusion.

- Les créanciers peuvent faire une demande pour obtenir une garantie adéquate pour des créances échues ou non échues, s'ils sont en mesure de démontrer de manière crédible que, dû à la Fusion, le règlement de leurs réclamations est en jeu et que la Société Absorbante n'a pas fournie de garantie adéquate.

- La requête des créanciers doit être adressée au juge président la chambre du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, dans l'arrondissement où se situe le siège social de la Société Absorbante. Dans le cas de la Société Absorbante, la requête doit être adressée au juge président la chambre correspondante au sein du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg.

- Le président de la cour doit rejeter la requête si le créancier est déjà en possession d'une garantie adéquate ou si une telle garantie n'est pas nécessaire, compte tenu de la situation financière de la Société Absorbante après la Fusion. La Société Absorbante a également la faculté de satisfaire les réclamations des créanciers et de provoquer le rejet de la requête en payant le créancier, même si ce paiement est une dette à terme.

- Tout requête pour l'octroi d'une garantie doit être déposée dans un délai de deux mois à partir de la date de publication des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante ayant approuvées la Fusion.

- Les créanciers de la Société Absorbante peuvent obtenir des informations concernant leurs droits gratuitement en contactant la Société Absorbante à l'adresse suivante: Telecom Italia Finance, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Référence de publication: 2015161092/1920.

(150176958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2015.

Ahlers International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 30.499.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 avril 2015

Conseil d'Administration

L'assemblée générale a décidé d'accepter la démission de Monsieur Johan DE COSTER de son mandat d'administrateur et a décidé de renouveler le mandat de tous les autres administrateurs venu à échéance pour une nouvelle durée de trois ans.

Suite à ces décisions le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'assemblée générale de 2018 est composé comme suit:

- MANGEN Fons, demeurant à L-9088 Ettelbruck, 147 rue de Warken
- LEYSEN Christian, demeurant à B-2600 Berchem, 12 Filip Williotstraat
- REUTER-BONERT Carine, demeurant à L-3332 Fennange, 5 rue des champs
- LEYSEN Caroline, demeurant à B-9190 Stekene, 44 Tjibaertlaan 2/A000

Commissaire aux Comptes

L'assemblée générale a décidé de renouveler le mandat du commissaire aux comptes de la société RAMLUX S.A., 9b bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg pour une durée de trois ans, son mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 218.

Pour extrait sincère et conforme

Fons MANGEN

Administrateur

Référence de publication: 2015141866/25.

(150154472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

ColLux CA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.400,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 150.040.

—
EXTRAIT

Il est à noter que le siège social des associés:

Cz2 Laguna II S.à r.l. et Cz2 Laguna S.à r.l. ont été transférés du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

Et il est à noter également que le siège social du gérant unique:

Colony Luxembourg S.à r.l. a été transféré du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Valérie Chaumier
Mandataire habilité

Référence de publication: 2015141978/19.

(150155245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

ColLaguna (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 149.520.

—
EXTRAIT

Il est à noter que le siège social de l'associé:

Cz2 Laguna S.à r.l. a été transféré du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

Et il est à noter également que le siège social du gérant unique:

Colony Luxembourg S.à r.l. a été transféré du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Valérie Chaumier
Mandataire habilité

Référence de publication: 2015141977/19.

(150155252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Citigroup Global Markets Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 159.827.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2015142661/14.

(150156104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2015.

CEC S.A., Convergent Energies Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 114.165.

—
La nouvelle adresse de M. Federigo Cannizzaro di Belmontino, M. Jean-Marc Debaty et de Mme Angelina Scarcelli, Administrateurs de la société Convergent Energies Consulting S.A. est: 11, Avenue de la Porte-Neuve L-2227 Luxembourg.

Le nouveau siège social de Luxembourg International Consulting S.A. «Interconsult», Commissaire aux Comptes de la société Convergent Energies Consulting S.A. est: 11, Avenue de la Porte-Neuve L-2227 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015141983/15.

(150155365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

ColRecklinghausen S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 116.368.

—
EXTRAIT

Il est à noter que le siège social de l'associé:

Col 81 S.à r.l a été transféré du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

Et il est à noter également que le siège social du gérant unique:

Colony Luxembourg S.à r.l. a été transféré du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Valérie Chaumier

Mandataire habilité

Référence de publication: 2015141980/18.

(150155338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Cosmo S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 121.860.

—
CF Corporate Services

Société Anonyme

2 avenue Charles de Gaulle

L - 1653 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 165 872

A décidé de dénoncer le siège social avec effet au 17 août 2015 de la société COSMO S.A.

Société anonyme

2, avenue Charles de Gaulle

L - 1653 Luxembourg

Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 121 860

Luxembourg, le 17 août 2015.
CF Corporate Services
Société Anonyme
Le domiciliataire

Référence de publication: 2015142022/21.

(150155409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Mutua (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 41.471.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 17 août 2015, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:
Acceptation des démissions suivantes avec effet au 12 août 2015;

- Monsieur Martin Paul Galliver;
- Monsieur Fabian Sires;
- Monsieur Jorge Pérez Lozano;
- Monsieur Johanens Laurens de Zwart;
- Madame Zora Bass.

Nomination de Monsieur Christiaan Frederik van Arkel, né le 21 mars 1973 à Bangkok, Thaïlande, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la société avec effet au 22 juin 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

Modification du mandat d'administrateur et de président du conseil d'administration suivant à compter du 17 août 2015:

- Jacob Mudde, administrateur et président du conseil d'administration jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

En conséquence les administrateurs de la société sont:

- Jacob Mudde;
- Gerald Olivier David Welvaert;
- Christiaan Frederik van Arkel;
- Patrick Leonardus Cornelis van Denzen;
- Jean-Jacques Josset;
- Fabrice Michel Gilles Mas;
- Fabrice Stéphane Rota.

L' adresse du réviseur d' entreprises agréé a changé comme suit:

PricewaterhouseCoopers, société coopérative, avec siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Pour la Société

Patrick L.C. van Denzen

Administrateur

Référence de publication: 2015142324/35.

(150154625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Paratech Holdings Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 150.460.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015142389/9.

(150154660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.
